



MONTREAL - P. O.  
 LE PERCEPTEUR DU  
 REVENU PROVINCIAL  
 445 ST-GABRIEL

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 25 NOVEMBRE 1944

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 25TH, 1944

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
5200—1-52

### Lettres patentes

#### "Clauder Parfumeur Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize octobre 1944, constituant en corporation: Nelson Marcel Landry, manufacturier, Patrick Marrazza, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, et Celia Cohen, fille majeure, teneuse de livres, de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, travailler, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement disposer ou négocier ou faire le commerce de parfums, cosmétiques, articles de toilette, nouveautés, articles de beauté; produits chimiques naturels, synthétiques ou artificiels et les matières premières des produits chimiques, composés, mélanges et préparations semblables; huiles; produits minéraux, naturels, des plantes, légumes ou animaux, leurs extraits et dérivés; matières aromatiques, couleurs, teintures, dissolvants, essences et matières servant à donner de l'arôme et les ingrédients, sous le nom de "Clauder Parfumeur Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en 100 actions de cent dollars (\$100) chacune.

### Letters Patent

#### "Clauder Parfumeur Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1944, incorporating: Nelson Marcel Landry, manufacturer, Patrick Marrazza, merchant, both of the City and District of Montreal, and Celia Cohen, spinster, bookkeeper, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, process, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of or deal in or with perfumes, cosmetics, toiletries, novelties, beauty supplies; natural, synthetic or imitation chemicals and chemical raw materials, compounds, mixtures and similar preparations; oils; natural mineral, plant, vegetable or animal products extractives and derivatives; aromatic materials, colors, dyes, solvents, flavors and flavoring materials and ingredients, under the name of "Clauder Parfumeur Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into 100 shares of one hundred dollars (\$100) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce seize octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
7790 P. FRENETTE.

**"Lawsey Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze octobre 1944, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, souscrire ou demander, prendre en échange ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transférer, céder ou autrement disposer ou mettre en valeur les titres, actions, bons, débetures, actions-débetures, billets et autres valeurs de toute firme, association volontaire, fiducie, compagnie à fonds social ou corporation, sous le nom de "Lawsey Incorporated", avec un capital total de \$99,000, divisé en 740 actions ordinaires sans droit de vote d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onze octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
7791 P. FRENETTE.

**"Riverfarm Realities Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize octobre 1944, constituant en corporation: Mademoiselle Mireille Laliberté, de la cité de Verdun, Mademoiselle Adelaïde McDerby, de la cité d'Outremont, et Mademoiselle Raymonde Champagne, de la cité de Montréal, tous trois filles majeures, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme constructeurs et entrepreneurs généraux et marchands de matériaux et accessoires de construction en général et de produits chimiques et leurs composés ou dérivés; agir comme tel; exercer aussi tout autre commerce ou industrie connexe, sous le nom de "Riverfarm Realities Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1800 actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$9,000 dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce seize octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
7792 P. FRENETTE.

**"Traymore Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze octobre 1944, consti-

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,  
7790-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Lawsey Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1944, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign or otherwise dispose of, or turn to account the stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes and other securities, in any firm, voluntary association, trust, joint stock company, or corporation, under the name of "Lawsey Incorporated", with a total capital stock of \$99,000.00, divided into 740 common, non-voting shares of the par value of \$100.00 each and 250 preferred shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1944.

P. FRENETTE,  
7791-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Riverfarm Realities Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1944, incorporating: Miss Mireille Laliberté, of the City of Verdun, Miss Adelaïde McDerby, of the City of Outremont, and Miss Raymonde Champagne, of the City of Montreal, all three spinsters, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business and trade as builders and general contractors and dealers in building and general construction materials and chemicals and their compounds or derivatives; to act as such; also to carry on any other incidental business or trade, under the name of "Riverfarm Realities Limited".

The capital stock of the company is divided into 1800 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$9,000.00 dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,  
7792-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Traymore Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1944, incorporating: Kenneth Albert

tuant en corporation: Kenneth Albert Wilson, Arthur Ives Smith, tous deux conseil en loi du Roi, et Margaret Blanche Mustard, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements et maison de pension, épiciers licenciés, marchands de vin, de bière et de spiritueux, fabricants et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages, (le tout sujet à la Loi des Liqueurs Alcooliques de Québec), confiseurs, pourvoyeurs et victualliers en général, marchands de glace, importateurs, exportateurs, coiffeurs, parfumeurs, chimistes, propriétaires de clubs, bains, cabinets de toilette, buanderies, salle de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques, terrains et lieux d'amusement, récréation, sport, divertissement et instruction de toutes sortes; marchands de tabacs et cigares, agents pour des compagnies de chemins de fer et de navigation et voituriers, et agents généraux, et tout autre commerce qui semblera devoir être convenablement exercé en rapport avec tous ou aucun des objets susdits;

Tenir, maintenir, exploiter et gérer des garages, magasins, boutiques, entrepôts et locaux pour la sauvegarde, nettoyage et réparation d'automobiles, et véhicules-moteurs de toutes sortes et tous leurs accessoires, et arrenter, louer et donner à louage des automobiles et véhicules moteurs de toutes sortes, et faire le transport de personnes et marchandises aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Posséder et exploiter des postes de gazoline et acheter, vendre et faire le commerce de gazoline, huiles et graisses et toutes pièces et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Traymore Corporation", avec un capital total de quatre mille dollars (\$4,000), divisé en huit cents (800) actions de cinq dollars (\$5) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douze octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
7793 P. FRENETTE.

Wilson, Arthur Ives Smith, both King's Counsels, and Margaret Blanche Mustard, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern, refreshment room and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants, makers and manufacturers of aerated mineral and artificial waters and other drinks, (the whole subject to the Quebec Liquor Law), confectioners, purveyors and caterers generally, ice merchants, importers, exporters, hairdressers, perfumers, chemists, proprietors of clubs, baths, dressing rooms, laundries, reading, writing and newspaper rooms, libraries, grounds and places of amusement, recreation, sport, entertainment and instruction of all kinds; tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers; and any other business which may conveniently be carried on in connection with all or any of the foregoing;

To maintain, keep, operate and manage garages, store houses, store rooms, warehouses and places for safe-keeping, cleaning and repairing automobiles and motor vehicles of all kinds and all accessories thereof, and to rent, lease and hire automobiles and motor vehicles of all kinds and carry passengers and freight in same upon such terms and conditions as the Company may consider advisable;

To own and operate gasoline stations and to buy, sell and deal in gasoline, oils and greases and all automobile requisites and accessories, under the name of "Traymore Corporation", with a total capital stock of four thousand dollars (\$4,000.), divided into eight hundred (800) shares of five dollars (\$5.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1944.

P. FRENETTE,  
7793-o Assistant Deputy Attorney General.

## Ventes pour taxes municipales

## Sales for Municipal Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE VAL D'OR

TOWN OF VAL D'OR

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 31 octobre 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission Municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous décrits pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la Ville de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville de la Ville de Val d'Or, MARDI le DOUZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1944, à DIX heures et TRENTE minutes de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated October thirty-first 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of Section VII of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapter 207), to sell the hereinafter described immovables in payment of arrears of taxes dues to the Town of Val d'Or, with interest and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of the Town of Val d'Or, on TUESDAY the TWELFTH day of DECEMBER 1944, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon the taxes falling due on or before December thirty-first 1942 shall have been paid before the sale.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas (\$1,000.00) mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

1. Raphaël Gratton.—Lot N° 117.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang 8, Canton Dubuisson.

2. Germain Trottier.—Lot N° 5.

3. J. S. McKay.—Lot N° 167.

Les deux lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, canton Dubuisson.

4. Marcel Dupré.—La moitié indivise est du lot N° 2, mesurant ladite partie 25 pieds de largeur par 110 pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout plus ou moins, et bornée au nord par la rue, à l'ouest par le résidu dudit lot appartenant à J. H. Drennan, au sud par la ruelle N° 42 et à l'est par le lot N° 1.

5. Rosario Tremblay.—Lot N° 14.

6. Maurice Bénard.—Lot N° 19.

7. John Kebe.—Lot N° 73.

8. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 74.

Les 4 lots et la partie de lot ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro quatorze, canton de Bourlamaque.

9. Mike Kovacevic.—Lot N° 48.

10. Mme A. M. Yamchuk.—Lot N° 58.

11. Léo Morissette.—Lot N° 95.

12. Val Dupuis Trading.—Lot N° 257.

13. Val Dupuis Trading.—Lot N° 258.

14. Mme Esther Brown Burton.—Lot N° 305.

15. Steve Pochopsky.—Lot N° 538.

Les sept lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro trente-quatre, Canton Bourlamaque.

16. Lionel Lefebvre.

Bâtisse seulement située sur terrain non-subdivisé de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, Canton Dubuisson.

DEUXIÈME SECTION

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

Suivant les dispositions de la Section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), l'adjudication des immeubles ci-dessus désignés est définitive et le retrait ne peut être exercé, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

17. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 6.

18. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 13.

19. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 14.

20. Maurice Bénard.—Lot N° 67.

21. Maurice Bénard.—Lot N° 68.

Les cinq lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang 8, canton Dubuisson.

22. Antonio Martel.—Lot N° 27.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-et-un, rang 8, canton Dubuisson.

23. J. S. McKay.—Lot N° 238.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-et-un, rang 8, canton Dubuisson.

J. S. McKay.—Lot N° 168.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, canton Dubuisson.

Les deux lots précités seront mis en vente ensemble et l'acquéreur deviendra propriétaire de ces deux lots.

24. Paul-Henri Lacasse.—Lot N° 178.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, canton Dubuisson.

The sale of immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of withdrawal.

The sale of the immovables described in the second section shall be final and without right of withdrawal, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapter 207), the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars (\$1,000).

FIRST SECTION

IMMOVABLES SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

1. Raphaël Gratton.—Lot No. 117.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty, range eight, Dubuisson Township.

2. Germain Trottier.—Lot No. 5.

3. J. S. McKay.—Lot No. 167.

The two aforesaid lots form a part of the original subdivision number sixty-two, range eight, Dubuisson Township.

4. Marcel Dupré.—The undivided east half of lot No. 2 measuring, the said part, 25 feet in width by 110 feet in depth, English measure, the whole more or less, and bounded on the north by the street, on the west by the residue of said lot belonging to J. F. Drennan, on the south by the lane No. 42 and on the east by lot No. 1.

5. Rosario Tremblay.—Lot No. 14.

6. Maurice Bénard.—Lot No. 19.

7. John Kebe.—Lot No. 73.

8. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 74.

The four lots and the part of the lot above, form part of the original subdivision number fourteen, Bourlamaque Township.

9. Mike Kovacevic.—Lot No. 48.

10. Mrs. A. M. Yamchuk.—Lot No. 58.

11. Leo Morissette.—Lot No. 95.

12. Val Dupuis Trading.—Lot No. 257.

13. Val Dupuis Trading.—Lot No. 258.

14. Mrs. Esther Brown Burton.—Lot No. 305.

15. Steve Pochopsky.—Lot No. 538.

The seven aforesaid lots form a part of the original subdivision number thirty-four, Bourlamaque Township.

16. Lionel Lefebvre.

House only, located on unsubdivided lot of the original subdivision number sixty-two, range eight, Dubuisson Township.

SECOND SECTION

IMMOVABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

Pursuant to the provisions of Section VII of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapter 207), the adjudication of the hereinafter designated immovables shall be final and no withdrawal may be made, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

17. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 6.

18. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 13.

19. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 14.

20. Maurice Bénard.—Lot No. 67.

21. Maurice Bénard.—Lot No. 68.

The aforesaid five lots form a part of the original subdivision number sixty, range eight, Dubuisson Township.

22. Antonio Martel.—Lot No. 27.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-one, range 8, Dubuisson Township.

23. J. S. McKay.—Lot No. 238.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-one, range 8, Dubuisson Township.

J. S. McKay.—Lot No. 168.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-two, range 8, Dubuisson Township.

The two above mentioned lots will be put up for sale simultaneously and the purchaser will become the owner of these two lots.

24. Paul Henri Lacasse.—Lot No. 178.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-two, range 8, Dubuisson Township.

25. James Perrigo.—Lot N° 167.  
Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro quatorze, canton Bourlamaque.  
La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.  
Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, ce six novembre 1944.  
Le secrétaire-trésorier,  
7747-46-2-o H.-A. SOUCY.

Province de Québec  
CITÉ DE LÉVIS

25. James Perrigo.—Lot No. 167.  
The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number fourteen, Bourlamaque Township.  
The sale of the immovables described in the present notice is made subject to the conditions of the emphyteutic leases which may affect the said immovables.  
The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

Given at Val d'Or, this November sixth, 1944.  
H. A. SOUCY,  
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec  
CITY OF LEVIS

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Lionel Lemieux, Greffier de la Cité de Lévis, que l'immeuble ci-après désigné sera vendu à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville, en la dite Cité de Lévis, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts, frais et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, Lionel Lemieux, clerk of the city of Levis, that the immovable hereinafter designated will be sold by public auction in the Council Room of the City Hall, in the said city of Levis, on TUESDAY, the NINETEENTH day of the month of DECEMBER, nineteen hundred and forty-four, at TEN o'clock in the forenoon, for payment of municipal taxes, with interest, and also the subsequent costs incurred unless said taxes, interest, costs and expenses be paid before the sale.

Propriétaires	Nos du cadastre	Taxes municipales et intérêts
Owners	Cadastral Numbers	Municipal taxes and interests

Cadastre du Quartier Notre-Dame.—Cadastre for Notre-Dame Ward.

Gosselin, Marie-Jeanne, Dame, Veuve de-Widow of Jacques Auger, de Québec-of Quebec, & Gosselin Françoise, Delle, de Québec-of Quebec.—Un emplacement situé au Nord-Est de la rue Carrier, dans la Cité de Lévis, connu et désigné comme étant la juste moitié Sud du lot numéro trois cent quarante-cinq et partie de trois cent quarante-six (½ Sud de 345 et partie de 346) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la ville, maintenant de la Cité de Lévis, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et tel qu'il appert par actes enregistrés à Lévis sous les numéros 76,061 et 80,195, et borné au Sud-Ouest à la rue Carrier, au Nord-Ouest à M. Camille Bouchard, au Nord-Est à M. Harry Moreau, et au Sud-Est à M. J. Aimé Turgeon.—An emplacement situate on the Northeast of Carrier street, in the city of Levis, known and designated as being the exact South half of lot number three hundred and forty-five and part of three hundred and forty-six (South ½ 345 and part of 346) of the official cadastrs for Notre-Dame Ward of the town, now the city of Levis, —with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and as shown by the deeds registered at Levis under numbers 76,061 and 80,195, and bounded on the Southwest by Carrier street, on the Northwest by Mr. Camille Bouchard, on the Northeast by Mr. Harry Moreau and on the Southeast by Mr. J. Aimé Turgeon. . . . . \$ 641.00

Le tout tel qu'il appert d'après les actes enregistrés au bureau de la division d'Enregistrement du Comté de Lévis, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

The whole as shown by the deeds registered at the office of the Registration Division of the county of Levis and with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

Donné en la Cité de Lévis, ce vingt-deuxième jour de novembre mil neuf cent quarante-quatre.

Given in the city of Levis, this twenty-second day of November, nineteen hundred and forty-four.

Le Greffier de la Cité de Lévis,  
7794-47-2-o LIONEL LEMIEUX.

LIONEL LEMIEUX,  
Clerk of the city of Levis.

Province de Québec.—District de St-François

Province of Quebec.—District of St. Francis

CITÉ DE SHERBROOKE

CITY OF SHERBROOKE

Avis public est, par les présentes, donné, par le soussigné, Antonin Deslauriers, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil Municipal, LUNDI, le ONZE DÉCEMBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, à moins que les dites taxes, intérêts et frais, soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, Antonin Deslauriers, Clerk of the City of Sherbrooke, that the following immovable property shall be sold by public auction, in the Council Room, on MONDAY, the ELEVENTH day of DECEMBER 1944, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal, school and other taxes, unless the said taxes, with interest and costs, are paid before the sale.

**Nom du propriétaire.—Numéro du cadastre.**

Alexander, Peter.—Partie du lot 692 pour le quartier Est.

Chamberland, J. S. M.—Partie du lot numéro 38 pour le quartier nord.

Keating, H. J. & McRae, F. E.—Le lot numéro 78 de la subdivision du lot numéro 726, pour le quartier Est.

Rodrigue, Louis.—Partie du lot numéro 729 non subdivisé pour le quartier Est.

Twose, Miss Mary.—Le lot numéro 461 pour le quartier nord.

Twose, Miss Mary.—Le lot numéro 464 pour le quartier nord.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la cité de Sherbrooke.

Donné à Sherbrooke, ce quatorzième jour de novembre 1944.

7774-46-2-0

Le greffier de la cité,  
ANT. DESLAURIERS.

Province de Québec

VILLE DE MATANE

**Name of Proprietor.—Cadastral Number.**

Alexander, Peter.—Part of lot number 692 for the East Ward.

Chamberland, J. S. M.—Part of lot number 38 for the North Ward.

Keating, H. J. & McRae, F. E.—Lot number 78 of the subdivision of lot number 726 for the East Ward.

Rodrigue, Louis.—Part of lot number 729 unsubdivided for the East Ward.

Twose, Miss Mary.—Lot number 461 for the North Ward.

Twose, Miss Mary.—Lot number 464 for the North Ward.

The above immoveable properties form part of the cadastral plan and book of reference for the City of Sherbrooke.

Given at Sherbrooke, this fourteenth day of November 1944.

7774-46-2-0

ANT. DESLAURIERS,  
City Clerk.

Province of Quebec

TOWN OF MATANE

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné J.-E. Dionne, secrétaire-trésorier de la ville de Matane en obéissance à une résolution du Conseil de la Ville de Matane en date du six novembre mil neuf cent quarante-quatre que la propriété ci-après désignée sera vendue à l'enchère publique à l'Hôtel de la Ville de Matane, VENDREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes et redevances municipales, taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessus ainsi qu'au paiement des frais à moins que ces taxes et redevances, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Public notice is hereby given by the undersigned J. E. Dionne, secretary treasurer of the town of Matane, in accordance with a resolution of the Council of the town of Matane, bearing date November sixth, nineteen hundred and forty-four, that the property hereinafter designated will be sold by public auction at the Town-Hall of the town of Matane, on FRIDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, nineteen hundred and forty-four, at TEN o'clock in the forenoon, for payment of municipal taxes and dues, school taxes and interest, mentioned in the following statement, and also for payment of costs, unless said taxes and dues, interest and costs, be paid before the sale.

Nom selon le rôle d'évaluation	N° du cadastre	Taxes Scolaires	Taxes et redevances municip.	Total
Name according to valuation roll	Cadastral No.	School taxes	Municipal taxes and dues	
Thomas St-Pierre.....	Sur partie du N° 146 de la paroisse St-Jérôme de Matane—On part of lot No. 146 of the parish of St-Jérôme de Matane.....	\$ 30.91	\$ 252.86	\$ 283.77

Une maison sise et située avec ses dépendances sur un terrain à bail faisant partie du numéro cent quarante-six du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, contenant vingt-trois pieds par quarante de dimensions, laquelle vente de ladite maison sera sujette aux mêmes conditions de bail avec l'asile du Bon-Pasteur de Québec conformément à un acte avec Thomas St-Pierre devant J.-O. Lebel en date du deux août mil neuf cent vingt-sept. Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

A house—with dependencies thereof—situate on a leased lot of land, forming part of number one hundred and forty-six of the official cadastre for the parish of St-Jérôme de Matane, measuring twenty-three feet by forty, in size, said sale of said house being subject to the same conditions as those in the lease with the Quebec Bon Pasteur Asylum, in conformity with a deed with Thomas St-Pierre, before J. O. Lebel, bearing date the second of August, nineteen hundred and twenty-seven. The adjudication price of said immovable will be payable immediately.

La vente sera en outre sujette aux droits de retrait aux conditions de la Loi.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption, according to the conditions of law.

Donné à Matane ce dix-huitième jour de novembre 1944.

Given at Matane, this eighteenth day of November, 1944.

7797-47-2-0

Le secrétaire-trésorier,  
J.-E. DIONNE.

J. E. DIONNE,  
Secretary Treasurer.

## Commission du salaire minimum

## Minimum Wage Commission

## AVIS

## NOTICE

L'honorable Antonio Barette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 27 octobre 1944, et maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946, l'ordonnance numéro 6, 1943, de ladite Commission, concernant les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs (District de Montréal), a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4393, du 16 novembre 1944.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of renewal, the text of which follows, adopted by the Minimum Wage Commission on October 27, 1944, and maintaining in force until January 1st, 1946, the Ordinance number 6, 1943, of the said Commission, concerning stationary enginemen and firemen (District of Montreal), has been approved by Order-in-Council number 4393 of November 16, 1944.

## COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

## MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance N° 6, 1943

Ordinance No. 6, 1943

Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs  
(District de Montréal)Stationary Enginemen and Firemen  
(District of Montreal)

Ordonnance de renouvellement

Ordinance of Renewal

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation de l'ordonnance N° 6, 1943*: L'ordonnance N° 6, 1943, de la Commission du salaire minimum régissant dans le district de Montréal, les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs, adoptée le 21 mai 1943, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 juin 1943, par arrêté portant le numéro 1488, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 12 juin 1943, et postérieurement amendée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

1 *Prolongation of Ordinance No. 6, 1943*: Ordinance No. 6, 1943, of the Minimum Wage Commission, governing stationary enginemen and firemen in the district of Montreal, adopted on May 21, 1943, approved by the Lieutenant-Governor in Council on June 9, 1943, by Order in Council No. 1488, published in the *Quebec Official Gazette* on June 12, 1943, and subsequently amended, is maintained in force until January 1, 1946.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

2 *Coming into force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Fait et passé à Québec, ce vingt-septième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Passed and dated at Quebec, this twenty-seventh day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B.-E. BRAIS,

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Sceau]

[Seal]

Copie certifiée,

True copy,

Le secrétaire général,  
J.-E. SIMARD,J. E. SIMARD,  
General Secretary.

7810-0

7810-0

## AVIS

## NOTICE

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 27 octobre 1944, et maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946, l'ordonnance numéro 7 révisée de ladite Commission, concernant l'industrie de la fabrication des contreforts de chaussures, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4394, du 16 novembre 1944.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of renewal, the text of which follows, adopted by the Minimum Wage Commission on October 27, 1944, and maintaining in force until January 1st, 1946, the Ordinance number 7 revised of the said Commission, concerning shoe counter manufactures, has been approved by Order-in-Council number 4394, of November 16, 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance n° 7 révisée

Industrie de la fabrication des contreforts de chaussures

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance no 7 révisée:* L'ordonnance n° 7 révisée de l'Office des salaires raisonnables devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie de la fabrication des contreforts de chaussures, adoptée le 25 septembre 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 novembre 1938, par arrêté portant le numéro 2361, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 26 novembre 1938, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

2. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce vingt-septième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie certifiée,

Le secrétaire général,

J. E. SIMARD.

7811-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 27 octobre 1944, et maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946, l'ordonnance numéro 34 de ladite Commission, concernant l'industrie et le commerce de la glace des cité et district de Québec, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4399, du 16 novembre 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance n° 34

Industrie et commerce de la glace  
(Cité et district de Québec)

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance n° 34:* L'ordonnance n° 34 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie et le commerce de la glace des cité et district de Québec, adoptée le 2 octobre 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 7 Revised

Shoe Counter Manufactures

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 7 Revised:* Ordinance No. 7 Revised of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing shoe counter manufactures, adopted on September 25, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on November 17, 1938, by Order-in-Council No. 2361, published in the *Quebec Official Gazette* on November 26, 1938, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1946.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec, this twenty-seventh day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy,

J. E. SIMARD,

General Secretary.

7811-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of renewal, the text of which follows, adopted by the Minimum Wage Commission on October 27, 1944, and maintaining in force until January 1st, 1946, the Ordinance number 34 of the said Commission, concerning the ice industry and trading in the city and district of Quebec, has been approved by Order-in-Council number 4399, of November 16, 1944.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 34

Ice Industry and Trading  
(City and district of Québec)

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 34:* Ordinance No. 34 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing the ice industry and trading in the city and district of Quebec, adopted on October 2, 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on November 16, 1939, by Order-in-Council

1939, par arrêté portant le numéro 2421, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 novembre 1939, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce vingt-septième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie certifiée,

Le secrétaire général,  
J.-E. SIMARD.

7816-o

### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 27 octobre 1944, et maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946, l'ordonnance numéro 31 de ladite Commission, concernant les tailleurs et couturiers dans la cité de Québec, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4397, du 16 novembre 1944.

### COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

*Ordonnance n° 31*

Tailleurs et couturiers  
(Cité de Québec)

*Ordonnance de renouvellement*

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance n° 31*: L'ordonnance n° 31 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les tailleurs et couturiers dans la cité de Québec, adoptée le 2 octobre 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre 1939, par arrêté portant le numéro 2419, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 novembre 1939, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce vingt-septième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie certifiée,

Le secrétaire général,  
J. E. SIMARD.

7814-o

No. 2421, published in the *Quebec Official Gazette* on November 25, 1939, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1946.

2 *Coming into force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this twenty-seventh day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy,

J. E. SIMARD,  
General Secretary.

7816-o

### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of renewal, the text of which follows, adopted by the Minimum Wage Commission on October 27, 1944, and maintaining in force until January 1st, 1946, the Ordinance number 31 of the said Commission, concerning tailors and dressmakers in the city of Quebec, has been approved by Order-in-Council number 4397, of November 16, 1944.

### MINIMUM WAGE COMMISSION

*Ordinance No. 31*

Tailors and Dressmakers  
(City of Quebec)

*Ordinance of Renewal*

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation of Ordinance No. 31*: Ordinance No. 31 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing tailors and dressmakers in the city of Quebec, adopted on October 2, 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on November 16, 1939, by Order-in-Council No. 2419, published in the *Quebec Official Gazette* on November 25, 1939, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1946.

2 *Coming into force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec, this twenty-seventh day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy,

J. E. SIMARD,  
General Secretary.

7814-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 27 octobre 1944, et maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946, l'ordonnance numéro 32, de ladite Commission, concernant l'industrie du matelas et du rembourrage de meubles dans la cité de Québec, la cité de Lévis et la ville de Québec-Ouest, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4398, du 16 novembre 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 32

Industrie du matelas et du rembourrage de meubles  
(Cité de Québec, cité de Lévis et ville de Québec-Ouest)

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance n° 32:* L'ordonnance n° 32 de l'Office des salaires raisonnables, devenu ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie du matelas et du rembourrage de meubles dans la cité de Québec, la cité de Lévis et la ville de Québec-Ouest, adoptée le 2 octobre 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre 1939, par arrêté portant le numéro 2420, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 novembre 1939, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

2. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce vingt-septième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie certifiée,

Le secrétaire général,  
J. E. SIMARD. 7815-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 27 octobre 1944, et maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946, l'ordonnance numéro 23, 1943, de ladite Commission, concernant les tavernes dans le district de Montréal, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4395, du 16 novembre 1944.

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of renewal, the text of which follows, adopted by the Minimum Wage Commission on October 27, 1944, and maintaining in force until January 1st, 1946, the Ordinance number 32, of the said Commission, concerning the mattress and upholstering industry in the city of Quebec, the city of Levis and the town of Quebec-West, has been approved by Order-in-Council number 4398, of November 16, 1944.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 32

Mattress and Upholstering Industry  
(City of Quebec, city of Levis and town of Quebec-West)

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 32:* Ordinance No. 32 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing the mattress and upholstering industry in the city of Quebec, the city of Levis and the town of Quebec-West, adopted on October 2, 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on November 16, 1939, by Order-in-Council No. 2420, published in the *Quebec Official Gazette* on November 25, 1939, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1946.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec this twenty-seventh day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy,

J. E. SIMARD, 7815-0  
General Secretary.

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of renewal, the text of which follows, adopted by the Minimum Wage Commission on October 27, 1944, and maintaining in force until January 1st, 1946, the Ordinance number 23, 1943, of the said Commission, concerning taverns in the district of Montreal, has been approved by Order-in-Council number 4395, of November 16, 1944.

## COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance n° 23, 1943

Tavernes  
(District de Montréal)

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit, savoir:

1 *Prolongation de l'ordonnance n° 23, 1943*: L'ordonnance n° 23, 1943, de la Commission du salaire minimum, régissant dans le district de Montréal les tavernes, adoptée le 31 août 1943, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 21 octobre 1943 par arrêté portant le numéro 3015 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 23 octobre 1943, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce vingt-septième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie certifiée,

Le secrétaire général,  
J. E. SIMARD.

7812-0

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 27 octobre 1944, et maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946, l'Ordonnance numéro 26-A de ladite Commission, concernant les taxis-autos et automobiles de louage des cité et district de Montréal, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4396, du 16 novembre 1944.

## COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 26-A

Taxis-autos et automobiles de louage  
(Cité et district de Montréal)

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance n° 26-A*: L'ordonnance n° 26-A de la Commission du salaire minimum, régissant les taxis-autos et les automobiles de louage des cité et district de Montréal, adoptée le 5 mars 1941, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 15 mars 1941 par arrêté portant le numéro 636, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 22

## MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 23, 1943

Taverns  
(District of Montreal)

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No 23, 1943*: Ordinance No. 23, 1943, of the Minimum Wage Commission, governing taverns in the district of Montreal, adopted on August 31, 1943, approved by the Lieutenant-Governor in Council on October 21, 1943, by Order-in-Council No. 3015, and published in the *Quebec Official Gazette* on October 23, 1943, is maintained in force until January 1, 1946.

2. *Coming into force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec, this twenty-seventh day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy,

J. E. SIMARD,  
General Secretary.

7812-0

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of renewal, the text of which follows, adopted by the Minimum Wage Commission on October 27, 1944, and maintaining in force until January 1st, 1946, the Ordinance number 26-A of the said Commission, concerning taxicabs and automobiles for hire in the city and district of Montreal, has been approved by Order in Council number 4396, of November 16, 1944.

## MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 26-A

Taxicabs and Automobiles for hire  
(City and District of Montreal)

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 26-A*: Ordinance No. 26-A of the Minimum Wage Commission, governing taxicabs and automobiles for hire in the city and district of Montreal, adopted on March 5, 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on March 15, 1941, by Order-in-Council No. 636, published in the *Quebec Official Gazette* on March 22, 1941,

mars 1941, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.  
Fait et daté en la cité de Québec, ce vingt-septième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Scellé]  
Copie certifiée,  
Le secrétaire général,  
J.-E. SIMARD. 7813-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 27 octobre 1944, et maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946, l'ordonnance numéro 36, de ladite Commission, concernant les fonderies dans la cité de Hull, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4400, du 16 novembre 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance n° 36

Fonderies  
(Cité de Hull)

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance n° 36*: L'ordonnance n° 36 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les fonderies dans la cité de Hull, adoptée le 2 octobre 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre 1939, par arrêté portant le numéro 2423, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 novembre 1939, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce vingt-septième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Scellé]  
Copie certifiée,\*  
Le secrétaire général,  
J.-E. SIMARD. 7817-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'or-

and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1946.

2 *Coming into force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec, this twenty-seventh day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]  
True copy,  
J. E. SIMARD,  
General Secretary. 7813-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of renewal, the text of which follows, adopted by the Minimum Wage Commission on October 27, 1944, and maintaining in force until January 1st, 1946, the Ordinance number 36, of the said Commission, concerning foundries in the city of Hull, has been approved by Order-in-Council number 4400, of November 16, 1944.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 36

Foundries  
(City of Hull)

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation of Ordinance No. 36*: Ordinance No. 36 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing foundries in the city of Hull, adopted October 2, 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on November 16, 1939, by Order-in-Council No. 2423, published in the *Quebec Official Gazette* on November 25, 1939, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1946.

2 *Coming into force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this twenty-seventh day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]  
True copy,  
J. E. SIMARD,  
General Secretary. 7817-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance

donnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 27 octobre 1944, et maintenant en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946, l'ordonnance numéro 39, 1942, de ladite Commission, concernant les exploitations forestières, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4401, du 16 novembre 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance n° 39, 1942

Exploitations forestières

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance n° 39, 1942:* L'ordonnance n° 39, 1942, de la Commission du salaire minimum, régissant les exploitations forestières, adoptée le 9 décembre 1942, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 décembre 1942, par arrêté portant le n° 3494, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 9 janvier 1943, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

2 *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce vingt-septième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Sceau]  
Copie certifiée,  
Le secrétaire général,  
J.-E. SIMARD.

7818-0

of renewal, the text of which follows, adopted by the Minimum Wage Commission on October 27, 1944, and maintaining in force until January 1st, 1946, the Ordinance number 39, 1942, of the said Commission, concerning forest operations, has been approved by Order-in-Council number 4401, of November 16, 1944.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 39, 1942

Forest Operations

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 39, 1942:* Ordinance No. 39, 1942, of the Minimum Wage Commission, governing forest operations, adopted on December 9, 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 17, 1942, by Order-in-Council No. 3494, and published in the *Quebec Official Gazette* on January 9, 1943, is maintained in force until January 1st, 1946.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this twenty-seventh day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]  
True copy,  
J. E. SIMARD,  
General Secretary.

7818-0

Avis divers

"LE TÉLÉPHONE RURAL DE BEAUCEVILLE LIMITÉE"

Extrait d'un règlement de "Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée".

Proposé par Louis Bolduc, secondé par J.-Alfred Veilleux que le règlement suivant, portant le N° 1 soit adopté:

Le nombre des directeurs de "Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée" est par le présent règlement fixé à neuf (9).

Donné à Beauceville-Est ce 22 mai 1944.

Le sec.-trés.,  
J.-E. LANDRY.

7796-0

LA SOCIÉTÉ DES INDUSTRIELS DE QUÉBEC

(Extrait des règlements de la corporation précitée, tels qu'approuvés par arrêté ministériel en date du 16 novembre 1944, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à neuf).

"Article V.—Election des Officiers.—1.—La Société sera dirigée par un bureau de direction

Miscellaneous Notices

"LE TÉLÉPHONE RURAL DE BEAUCEVILLE LIMITÉE"

Excerpt from a By-law of "Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée".

It is moved by Louis Bolduc, seconded by J.-Alfred Veilleux, that the following By-law, bearing No. 1, be adopted:

The number of directors of "Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée" is, by the present By-law, fixed to nine (9).

Given at Beauceville-Est, this 22nd of May, 1944.

J. E. LANDRY,  
Sec.-Treas.

7796

LA SOCIÉTÉ DES INDUSTRIELS DE QUÉBEC

(Excerpt from the by-laws of the above corporation, as approved by Order in Council dated November 16th, 1944, concerning the increase in the number of directors from three to nine).

"Article V.—Election of Officers.—1.—The association will be managed by a board of

composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de cinq directeurs." Certified true copy.

(Signé) E. DROLET,  
WILBROD BHERER.

7800-o

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 novembre 1944, les nouveaux règlements 1 à 44 inclusivement de "Le Club Social de Sherbrooke Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 8 juin 1944, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

7798-o

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 novembre 1944, les règlements I à IX inclusivement de "La Société des Industriels de Québec", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 17 août 1944, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

7799-o

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE DU CANTON BOURGET  
Comté de Chicoutimi

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 11 juillet 1938, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00:—C-1, 6, 15, 19, 20, 21, 25, 27, 31 et 32.

Dénomination de \$500.00:—D-9, 13, 14 et 18.

Les dites obligations seront remboursables le 1er janvier 1945, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,  
ART.-E. ASSELIN.

7801-o

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du 16 novembre 1944, les règlements I à XVIII inclusivement de "Overseas Publications Incorporated", tels qu'adoptés à une assemblée générale tenue le 10 juillet 1944, ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

7808

AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la loi du régime des eaux courantes, que la Compagnie Singer Manufacturing, du village de Thurso, dans le comté de Papineau, se propose de construire un barrage sur le lot 18 rang 2 canton de Preston, sur la rivière Poisson Blanc.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Minis-

directors composed of a president, a vice president, a secretary, a treasurer and five directors." Certified true copy.

(Signed) E. DROLET,  
WILBROD BHERER.

7800

Notice is given, that by Order in Council dated November 16th, 1944, the new by-laws 1 to 44 inclusively of "Le Club Social de Sherbrooke Inc.", as adopted at the meeting held on June 8th, 1944, have been approved, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 20th, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

7798

Notice is given that, by Order in Council, bearing date November 16th, 1944, By-laws I to IX inclusively of "La Société des Industriels de Québec" as adopted at the meeting held on August 17th, 1944, have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of November, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

7799

DRAWING OF BONDS

SCHOOL COMMISSION OF CANTON BOURGET  
County of Chicoutimi

The following bonds, issued under resolution of July 11th, 1938, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00:—C-1, 6, 15, 19, 20, 21, 25, 27, 31 and 32.

Denomination of \$500.00:—D-9, 13, 14 and 18.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of January 1945, from which date they shall cease to bear interest.

ART. E. ASSELIN,  
Secretary-Treasurer.

7801-o

Notice is hereby given that, by Order in Council dated November 16th, 1944, By-Laws I to XVIII inclusively of "Overseas Publications Incorporated", as adopted at a general meeting held on July 10th, 1944, were approved, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of November, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

7808-o

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLAN AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that The Singer Manufacturing Company, of the Village of Thurso, in the county of Papineau, intends building a dam on lot 18, Range 2, Township of Preston, on the Poisson Blanc River.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work, and the land which will be affected by such work, has been

tre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Papineau à Papineauville.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Thurso, 14 novembre 1944.

THE SINGER MANUFACTURING COMPANY,  
par PAUL BOURGET,  
7802-47-2-o Gérant général.

forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Papineau at Papineauville.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Thurso, November 14, 1944.

THE SINGER MANUFACTURING COMPANY,  
per PAUL BOURGET,  
7802-47-2 General Manager.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés des Boulangeries et des Pâtisseries de Sherbrooke Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 novembre 1944.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
7823-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "Syndicat des Employés des Boulangeries et des Pâtisseries de Sherbrooke Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 10th, 1944.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, district of Saint Francis.

JEAN BRUCHESI,  
7823 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 novembre 1944, le "Syndicat National des Ouvriers du Papier de Beauharnois" a été autorisé à changer son nom en celui de "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Beauharnois Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
7824-o JEAN BRUCHESI.

Notice is given that, by Order in Council dated November 16th, 1944, the "Syndicat National des Ouvriers du Papier de Beauharnois" has been authorized to change its name to that of "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Beauharnois Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 21st, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
7824 Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Patronale des Institutions Religieuses et des Fabriques Paroissiales du Diocèse de Saint-Hyacinthe", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 novembre 1944.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
7827-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "Association Patronale des Institutions Religieuses et des Fabriques Paroissiales du Diocèse de Saint-Hyacinthe", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 15th, 1944.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe.

JEAN BRUCHESI,  
7827 Under Secretary of the Province.

**Bureau-Chef**

**Chief-Office**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Howard Air Conditioning Limited, constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 8ième jour de juillet 1944, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 2100 avenue Girouard, Notre-Dame de Grâce, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 18ième jour de septembre 1944.

HOWARD AIR CONDITIONING LIMITED,  
Le président,  
7795 S. T. WEBSTER.

Notice is hereby given that Howard Air Conditioning Limited, incorporated by Letters Patent issued under the Quebec Companies' Act, on the 8th day of July, 1944, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at No. 2100 Girouard Avenue, Notre Dame de Grace, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 18th day of September, 1944.

HOWARD AIR CONDITIONING LIMITED,  
S. T. WEBSTER,  
7795-o President.

**Charte—Abandon de**

**Charter—Surrender of**

NORTHEASTERN SECURITIES COMPANY, LTD.

NORTHEASTERN SECURITIES COMPANY, LTD.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Northeastern Securities Company, Ltd.", s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, pour obtenir l'abandon de sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce vingtième jour de novembre 1944.

7809

Le secrétaire,  
E. W. MOCKRIDGE.

Notice is hereby given that Northeastern Securities Company, Ltd., will make an Application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for an order accepting the surrender of its Charter, pursuant to the terms of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this twentieth day of November, 1944.

7809-0

E. W. MOCKRIDGE,  
Secretary.

**Demandes à la Législature**

**Applications to Legislature**

**AVIS PUBLIC**

**PUBLIC NOTICE**

Avis est donné par les présentes que "The School Trustees for the Municipality of Trois-Rivières" demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi déclarant qu'ils ont le pouvoir et l'autorisation de vendre ou aliéner la propriété à eux donnée par feu James Kewley Ward, par acte de Donation passé devant T. E. Normand, notaire, le 21 septembre, 1870.

Notice is hereby given that "The School Trustees for the Municipality of Trois Rivières" will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to pass a law declaring that the said School Trustees have the power and authority to sell or alienate the property given to them by the late James Kewley Ward, by Deed of Donation passed before T. E. Normand, notary, on the 21st day of September, 1870.

Trois-Rivières, le 2 novembre 1944.

Trois-Rivières, November 2nd 1944.

Le Procureur des Requérants,  
LUCIEN COMEAU.

7699-45-4-0

LUCIEN COMEAU,  
Attorney for the Petitioners.

7699-45-4-0

**AVIS PUBLIC**

**PUBLIC NOTICE**

Avis public est, par les présentes, donné que "The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec", une secte protestante, s'adressera à l'Assemblée Législative et au Conseil Législatif de la province de Québec, à leur prochaine session, pour obtenir la passation d'une Loi la constituant en corporation comme un corps ecclésiastique politique et incorporé aux fins d'établir des congrégations dans ladite Province, pour exercer un travail religieux conformément aux principes et croyances de ladite secte, et donner à ladite secte le droit de rédiger des actes d'état civil et garder des registres de ces actes.

Public notice is hereby given that The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec, a Protestant denomination, will apply to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec at their next session for an Act incorporating it as an ecclesiastical body politic and corporate with the objects of establishing congregations throughout the said Province to carry on religious work in accordance with the tenets and beliefs of the said denomination and to give the said denomination the right to perform acts of civil status and to keep registers of such acts.

La loi qui sera présentée contiendra les privilèges habituellement accordés et les obligations ordinaires requises de ces organisations religieuses.

The Bill to be presented will contain the usual privileges granted to, and the usual obligations required of such religious organizations.

Daté à Montréal, dans la province de Québec, le vingt-sept octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Dated at Montreal in the Province of Quebec on October twenty-seventh, one thousand nine hundred and forty-four.

Le procureur des requérants,  
HOWARD S. ROSS.

57 ouest, rue St-Jacques, Montréal. 7773-46-4

HOWARD S. ROSS,  
Solicitor for the Applicants.

57 St. James Street West, Montreal. 7773-46-4-0

**Département de l'Instruction publique**

**Department of Education**

N° 1327-44.

No. 1327-44.

Québec, le 14 novembre 1944.

Quebec, November 14th, 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Catherine, comté de Portneuf, le territoire de la Ville-du-Lac-St-Joseph, tel qu'érigé par I Édouard VIII, ch. 13 et de former de ce territoire une municipalité scolaire

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Catherine, county of Portneuf, the territory of the Town of Lake St. Joseph, as erected by I Edward VIII, ch. 13 and to form the said territory into a separate school

distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de la Ville-du-Lac-St-Joseph".

7761-46-2-o Pour le Surintendant,  
JOS.-A. PAQUET.

N° 1116-42

Québec, 18 novembre 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 16 novembre 1944, d'annexer à la municipalité scolaire de Normetal, comté d'Abitibi-ouest, les lots 58 à 62 inclusivement des rangs VI et VII du canton de Desmelcoizes qui devront être détachés de la municipalité scolaire de Clermont, même comté.

Cette annexion prendra effet le premier juillet de l'année 1945.

7836-o Pour le Surintendant,  
J.-A. PAQUET.

N° 117-43.

Québec, 18 novembre 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 16 novembre 1944, d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saints-Martyrs-Canadiens", dans le comté de Wolfe, le territoire ci-dessous décrit qui sera détaché des municipalités scolaires de Ham-Nord, de St-Joseph-de-Ham-Sud, de St-Fortunat-de-Wolfestown, de St-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown et de Garthby, toutes du comté de Wolfe.

Son territoire sera borné comme suit:

au Nord-Est:

Par la limite entre les rangs VIII et IX, des lots 21 à 28 incl., du cadastre primitif pour le canton de Wolfestown, par la limite entre les rangs II Nord, (des lots 5 à 25 incl.) et I, II et partie de III, du cadastre primitif pour le canton de Garthby;

au Sud-Est:

Par la limite entre les lots 25 et 26 des rangs II Nord, I Nord, I Sud, II Sud, du canton de Garthby, par la limite entre les cantons de Ham-Sud, (partie de 28c du rang IV), et Garthby, (lots 26, 27 et 28), par la limite entre les rangs XI de Weedon, (partie 21b à lot 28 incl.) et IV de Ham-Sud, (21b à lot 28 incl.);

au Sud-Ouest:

Par la limite entre les lots 21b et 22a, du rang IV, de la limite entre les rangs III et IV, (lots 18a à 21b incl.) de la limite entre les lots 17b et 18a, des rangs III, II Est, Ouest, I et Ia, du canton de Ham-Sud, de la limite entre les cantons Ham-Sud, (18a et 18b et partie du Lac Nicolet), et Ham, (lot 18), de la limite entre les lots 18 et 19, des rangs XI, X et IX;

au Nord-Ouest:

Par la limite entre les rangs VIII et IX (des lots 19 à 25 incl.) de la limite entre les rangs VIII, (partie du lot 25) et A Sud-Ouest, (lot 16), de la limite entre les lots 16 et 17 du rang A Sud-Ouest, dans le canton de Ham, et de la limite entre le lot 21a du rang XI, les lots 21 du rang X, et les lots 21a et 21b du rang IX avec les lots 20d, du rang XI, 20 du rang X, 20b et 20d, du rang IX, du canton de Wolfestown.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1945.

7837-o Pour le Surintendant,  
J.-A. PAQUET.

municipality under the name of "The school municipality of the Town of Lake St. Joseph".

7761-46-2 The Superintendent,  
Per JOS. A. PAQUET.

No. 1116-42

Quebec, November 18th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council bearing date November 16th, 1944, to annex to the school municipality of Normetal, county of Abitibi-West, the lots 58 to 62 inclusively of ranges VI and VII of the township of Desmelcoizes, which shall be detached from the school municipality of Clermont, same county.

Such annexation will take effect on the first of July of the year 1945.

7836 J. A. PAQUET,  
For the Superintendent.

No. 117-43.

Quebec, November 18th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 16th, 1944, to erect into a separate school municipality under the name of "Saints-Martyrs-Canadiens", in the county of Wolfe, the territory hereinafter described which shall be detached from the school municipalities of North Ham, St-Joseph-de-Ham-Sud, St-Fortunat-de-Wolfestown, St-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown and Garthby, all in the county of Wolfe.

Its territory to be bounded as follows:

On the Northeast:

By the limit between Ranges VIII and IX, lots 21 to 28 inclusively, of the original cadastre for the township of Wolfestown, by the limit between Ranges II North, (lots 5 to 25 inc.) and I, II and part of III, of the original cadastre for the township of Garthby.

On the Southeast:

By the limit between lots 25 and 26 of Ranges II North, I North, I South, II South, of the township of Garthby, by the limit between the townships of South Ham, (Part of 28c Range IV), and Garthby, (lots 26, 27 and 28), by the limit between Ranges XI of Weedon, (part 21b to lot 28 inc.) and IV of South Ham, (21b to lot 28 incl.)

On the Southwest:

By the limit between lots 21b and 22a, of Range IV, from the limit between Ranges III and IV, (lots 18a to 21b incl.) from the limit between lots 17b and 18a, of Ranges III, II East, West, I, and Ia, of the Township of South Ham, from the limit between the Townships of South Ham, (18a and 18b and part of Lake Nicolet), and Ham, (lot 18), from the limit between lots 18 and 19, of Ranges XI, X, and IX.

On the Northwest:

By the limit between Ranges VIII and IX (of lots 19 to 25 incl.) from the limit between Ranges VIII (part of lot 25) and A Southwest, (lot 16), from the limit between lots 16 and 17 of Range A Southwest, in the Township of Ham, and from the limit between lot 21a of Range XI, lots 21 of Range X, and lots 21a and 21b of Range IX with lots 20d, of Range XI, 20 of Range X, 20b and 20d, of Range IX, of the Township of Wolfestown.

This order in Council to take effect from the first of July, 1945.

7837 J. A. PAQUET,  
For the Superintendent of Education.

Département des Terres & Forêts

Department of Lands & Forests

AVIS

Cadastre Officiel de la Ville de Joliette  
Division d'Enregistrement de Joliette

Avis est par la présente donné que les lots 349-25 à 349-36 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Service du Cadastre,  
Ministère des Terres et Forêts,

AVILA BÉDARD,  
Sous-ministre.

Québec, le 23 juin 1944. 7804-o

AVIS

Cadastre Officiel de la Paroisse de St-Paul  
Division d'Enregistrement de Joliette  
(maintenant partie de la Cité de Joliette)

Avis est par la présente donné que les lots 426-86, 426-87, 426-88 et 426-89 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Service du Cadastre,  
Ministère des Terres et Forêts,

AVILA BÉDARD,  
Sous-Ministre.

Québec, le 23 juin 1944. 7805-o

AVIS

Cadastre Officiel de la Paroisse de Ste-Pétronille  
Comté de Montmorency  
Division d'Enregistrement de l'Île d'Orléans

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 188 et les lots 189 à 195 sont annulés et remplacés par les lots 239, 240 et les lots 241 et 242 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Service du Cadastre,  
Ministère des Terres et Forêts,

AVILA BÉDARD,  
Sous-Ministre.

Québec, le 7 novembre 1944. 7806-o

ERRATA

CORPORATION DE LA PAROISSE DE ST-COLOMB  
DE SILLERY

Dans l'avis de demande de soumissions publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 novembre 1944, version anglaise, à la quatrième ligne du premier paragraphe et à la troisième ligne du septième paragraphe, veuillez lire "twenty-seventh day of November, 1944" au lieu de "twentieth". 7835-o

Au sujet de la nomination comme juge de paix de M. Léo Labbé, 3001 rue Saint-Jacques, Montréal, (voir *Gazette Officielle de Québec*, Vol. 76, N° 43, 28 octobre 1944, page 2297, dernier paragraphe des nominations en date du 6 octobre 1944), veuillez prendre note que le nom a été écrit incorrectement, et que la personne dont il s'agit est M. Leo Labbee. 7845-o

NOTICE

Official Cadastre of the Town of Joliette  
Registration Division of Joliette

Notice is hereby given that lots 349-25 to 349-36 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Cadastral Branch,  
Department of Lands and Forests,

AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

Quebec, June the 23rd, 1944. 7804-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Paul  
Registration Division of Joliette  
(now part of the City of Joliette)

Notice is hereby given that lots 426-86, 426-87, 426-88 and 426-89 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Cadastral Branch,  
Department of Lands and Forests,

AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

Quebec, June 23rd, 1944. 7805-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Ste. Petronille  
County of Montmorency  
Registration Division of Orleans Island

Notice is hereby given that part of lots 188 and lots 189 to 195 are cancelled and replaced by lots 239, 240 and lots 241 and 242 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Cadastral Branch,  
Department of Lands and Forests,

AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

Quebec, November the 7th, 1944. 7806-o

ERRATA

CORPORATION OF THE PARISH OF ST-COLOMB  
DE SILLERY

In the notice for tenders published in the *Quebec Official Gazette* of November 18, 1944, english version, at the fourth line of the first paragraph and at the third line of the seventh paragraph, please read "twenty-seventh day of November, 1944" instead of: "twentieth". 7835-o

With regard to the appointment as Justice of the Peace, of Mr. Léo Labbé, 3001 Saint-Jacques street, Montreal (see *Quebec Official Gazette*, Vol. 76, No. 43, October 28, 1944, page 2297, last paragraph of the appointments dated October 6, 1944), please note that the name was incorrectly written, and that the party concerned is Mr. Leo Labbee. 7845

## Liquidation—avis de

## Winding up Notice

## CIRCO EMPLOYEES SECURITIES CORPORATION

## CIRCO EMPLOYEES SECURITIES CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que le règlement suivant:

Notice is hereby given that the following By-Law:

*Règlement "B"**By-Law "B"*

"La compagnie ayant cessé d'exercer ses affaires, sauf pour fins de ventilation de ses affaires, et n'ayant pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées, la distribution de tout son actif entre les actionnaires soit elle est, par les présentes, autorisée,"

The Company having ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs, and having no debts or obligations that have not been provided for or protected, the distribution of all its assets among the Shareholders be and is hereby authorized

a été passé par les directeurs et sanctionné par les actionnaires de Circo Employees Securities Corporation.

has been passed by the Directors and sanctioned by the Shareholders of Circo Employees Securities Corporation.

Daté à Montréal, P.Q., le 20 novembre 1944.

Dated at Montreal, P.Q., November 20th, 1944.

[Sceau]  
7803

Le secrétaire-trésorier,  
J. G. CAMPBELL.

[Seal]  
7803-o

J. G. CAMPBELL,  
Secretary-Treasurer.

## Minutes de notaires

## Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par Me Joseph-Édouard Jeannotte, notaire, demeurant et pratiquant à Côteau-Landing, dans le district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Adhémar Jeannotte, en son vivant, notaire pratiquant à Côteau-Landing, dans le district judiciaire de Montréal, ainsi que ceux de Me Joseph-Huldovique Thisdale, Me Joseph-Émile Dumesnil et de Me Joseph-A. Legris, dont le dit Me Adhémar Jeannotte était le cessionnaire.

Québec, ce 6 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
7707-45-5-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Me Joseph Édouard Jeannotte, notary, residing and practising at Côteau-Landing, in the judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Adhémar Jeannotte, in his lifetime, notary, practising at Côteau-Landing, in the judicial district of Montreal, and also of those of Me Joseph-Huldovique Thisdale, Me Joseph-Émile Dumesnil and of Me Joseph A. Legris, whereof the said Me Adhémar Jeannotte was assignee.

Quebec, November 6th, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 16 novembre 1944, d'accorder à monsieur Joseph Jacques Lagassé, notaire, demeurant et pratiquant à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Edward B. Worthington, notaire démissionnaire, qui pratiquait à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Québec, le 20 novembre 1944.

Le sous-secrétaire de la province,  
7807-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated November 16th, 1944, to grant to Mr. Joseph Jacques Lagassé, notary, residing and practising at Sherbrooke, judicial district of St. Francis, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Edward B. Worthington, retired notary, who practised at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Quebec, November 20th, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Me François Samuel MacKay, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Francis MacKay, en son vivant notaire, qui pratiquait à Montréal, dont il était le cessionnaire.

Québec, le 21 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la province,  
7829-47-5-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor by Me François Samuel MacKay, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Francis MacKay, in his lifetime notary, who practised at Montreal, of which he was assignee.

Quebec, November 21st, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Proclamations

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, détenteur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

*L'Assistant-procureur général,*  
*L. Désilets.* } ATTENDU que certains propriétaires de bien-fonds de la municipalité de Grand Métis, comté de Matane, par leur requête demandent que le territoire qu'ils habitent soit détaché de ladite municipalité et annexé à la municipalité du village de Priceville, comté de Matane;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

ATTENDU qu'il y a lieu de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 9 novembre 1944, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé en partie dans le fief Pachot et en partie dans le canton de Cabot, comprenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de St-Octave-de-Métis, dans la deuxième concession du fief Pachot, les parties des lots 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 au sud-est de l'emprise du chemin de fer Canada-and-Gulf-Terminal; dans le rang A du canton de Cabot les parties nord-ouest des lots 9, 9a, 10, 10a, 11, E et E-A et dont les limites se décrivent comme suit; à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 88 et 90 avec la ligne séparant le fief Pachot d'avec le canton de Cabot; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: dans la deuxième concession du fief Pachot, la ligne séparative des lots 89 et 90, le côté sud-est de l'emprise du chemin de fer Canada-and-Gulf-Terminal, la ligne séparative des lots 81 et 82; dans le rang A du canton de Cabot, la ligne séparative des lots E-A et 12 jusqu'à un point situé à 150 pieds au sud-est du côté sud-est du chemin public, une ligne parallèle au dit côté sud-est du chemin public à 150 pieds au sud-est d'icelui, la ligne séparative des lots 9 et 9a jusqu'à la ligne séparant le fief Pachot d'avec le canton de Cabot; de là, la dite ligne séparant le fief Pachot d'avec le canton de Cabot en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, soit détaché de la municipalité de Grand Métis et qu'il soit annexé à la municipalité du village de Priceville, comté de Matane, telle annexion devant compter du 1er janvier, 1945, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamations

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

*L. Désilets,*  
*Deputy Attorney General.* } WHEREAS certain property owners of the municipality of Grand Métis, county of Matane, by their petition request that the territory inhabited by them be detached from the said municipality and be annexed to the municipality of the Village of Priceville, county of Matane;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated November 9th, 1944, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, we hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate partly in the Fief Pachot and partly in the township of Cabot, comprising with reference to the official cadastre for the parish of St-Octave-de-Métis, in the second concession of the Fief Pachot, the parts of lots 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 Southeast of the Canada-and-Gulf-Terminal Railway right-of-way; in Range A of the township Cabot the Northwest parts of lots 9, 9a, 10, 10a, 11, E and E-A and whereof the limits are described as follows; to wit: starting at the point of intersection of the division line of lots 88 and 90 with the line separating the Fief Pachot from the township of Cabot; thence, passing successively by the following lines and demarcations: in the second concession of the Fief Pachot, the division line of lots 89 and 90, the Southeast side of the Canada-and-Gulf-Terminal Railway right-of-way, the division line of lots 81 and 82; in Range A of the township of Cabot, the division line of lots E-A and 12 up to a point situate at 150 feet Southeast of the Southeast side of the public road, a line parallel to the said Southeast side of the public road at 150 feet Southeast thereof, the division line of lots 9 and 9a up to the line separating the Fief Pachot from the township of Cabot; thence, the said line separating the Fief Pachot from the township of Cabot running Southwestward to the point of commencement; the said territory, together with the roads, streets, lanes, watercourses or parts thereof comprised within the above described limits, be detached from the municipality of Grand Métis and be annexed to the municipality of the Village of Priceville, county of Matane, such annexation to take effect from the 1st of January, 1945, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce quinzième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,  
7825-o JEAN BRUCHESI.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur } ATTENDU que cer-  
général, } tains propriétaires  
L. DÉSILETS. } de bien-fonds situés dans

la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford, comté de Dorchester, par leur requête ont demandé que le territoire qu'ils habitent en soit détaché et annexé à la municipalité de Saint-Prosper, comté de Dorchester;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

ATTENDU qu'il y a lieu de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 3 novembre 1944, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Watford comprenant, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, dans le rang V N.-E. les lots 14, 15, 16, 17, 18a, 18b, 19, 20a, 20b et les parties des lots 10, 11, 12 et 13 au nord de la rivière Veilleux; dans le rang VI N.-E. les lots 18b, 19, 20 et les parties des lots 14a, 14b, 15, 16a, 16b, 17a, 17b et 18a au nord de la rivière Veilleux et dont les limites sont au nord-ouest la ligne séparative des rangs IV et V N.-E.; au sud-est, la ligne séparative des rangs VI N.-E. et VII N.-E.; au nord-est, les lignes séparatives des lots 20b et 21 du rang V N.-E. et des lots 20 et 21a du rang VI N.-E.; vers le sud, l'axe de la rivière Veilleux; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, soit détaché de la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford, comté de Dorchester, et qu'il soit annexé à la municipalité de Saint-Prosper, comté de Dorchester, telle annexion devant compter du 1er janvier 1945, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-four, and the eighth year of Our Reign.

By command,

7825 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS certain  
Deputy Attorney } Owners of lands situa-  
General. } te in the municipality

of Sainte-Rose-de-Watford, county of Dorchester, by their petition have requested that the territory which they inhabit be detached therefrom and annexed to the municipality of Saint-Prosper, county of Dorchester;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date November 3rd, 1944, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Watford, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, in range V Northeast, lots 14, 15, 16, 17, 18a, 18b, 19, 20a, 20b, and the parts of lots 10, 11, 12 and 13 North of the Veilleux River; in range VI N.E. lots 18b, 19, 20 and the parts of lots 14a, 14b, 15, 16a, 16b, 17a, 17b, and 18a North of the Veilleux River and the limits whereof are Northwest the division line of ranges IV and V N.E.; on the Southeast the division line of ranges VI N.E. and VII N.E.; on the Northeast the division lines of lots 20b and 21 of range V N.E. and of lots 20 and 21a of range VI N.E.; towards the South, the axis of the Veilleux River; said territory, together with the roads, rivers, watercourses or parts thereof, be detached from the municipality of Sainte-Rose-de-Watford, county of Dorchester, and be annexed to the municipality of Saint-Prosper, county of Dorchester, such annexation to take effect from the 1st of January, 1945, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are

concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce quinzième jour de novembre, en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,  
7826-o JEAN BRUCHESI.

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four, and the eighth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,  
7826 Under Secretary of the Province.

### Arrêtés en Conseil

#### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4407

Québec, le 16 novembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une modification au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 3022, du 21 octobre 1943, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 14 octobre 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que la modification proposée dans ladite requête a été approuvée par le Conseil régional du Travail, par décisions rendues à ses séances des 16 et 29 août 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 3022 soit modifié de la façon suivante:

L'alinéa suivant est ajouté à la suite du deuxième paragraphe de l'article VII:

"Toutefois, toutes les salariées ayant trois ans d'expérience ou plus et ayant un an de services continus, ont droit, pendant l'année 1945 et toute année subséquente, à une semaine de vacances payées dans les ateliers des classes A, B et C, et à trois jours de vacances payées dans les ateliers de la classe D."

7833-o Le Greffier du Conseil Exécutif,  
A. MORISSET.

### Orders-in-Council

#### ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4407

Québec, November 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification to the decree relating to the printing trades in the district of Quebec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District has presented to the Minister of Labour a request to modify decree number 3022, of October 21, 1943, relating to the printing trades in the district of Quebec;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on October 14, 1944;

Whereas no objection has been set forth against its approval;

Whereas the modification proposed in the said request has been approved by the Regional War Labour Board, by decisions rendered at its meetings of August 16 and 29, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree number 3022 be modified in the following manner:

The following paragraph shall be inserted after the second subsection of section VII:

"However, all female employees, having three or more years' experience and having put in one year of continuous service, are entitled, during the year 1945 and during any subsequent year, to one week's holidays with pay in shops belonging to classes A, B, and C, and to three (3) days' holidays with pay in shops belonging to class D."

7833-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4268

Québec, le 14 novembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant la radiation du paragraphe "d" de l'article II du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 398, du 5 février 1944, amendé par l'arrêté en Conseil numéro 1720, du 27 mai 1944, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ayant pour effet de radier le paragraphe "d" de l'article II dudit décret, concernant une réduction de 25% dans les salaires, dans le cas de certains travaux de réparations;

Attendu que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 30 septembre 1944;

Attendu que le Ministre du Travail n'a pas jugé à propos de tenir compte des objections qui ont été formulées contre l'approbation de la modification proposée;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le paragraphe "d" de l'article II dudit décret numéro 398 soit radié.

Le Greffier du Conseil Exécutif,  
7819-o A. MORISSET.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4406

Québec, le 16 novembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif au métier d'horloger dans l'île de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le comité paritaire de l'Horlogerie, de Montréal, à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 2816, du 4 octobre 1943, relatif au métier d'horloger dans l'île de Montréal;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 25 mars 1944;

Attendu que des objections ont été formulées contre son approbation et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que les dispositions de ladite requête relatives aux taux de salaires ont été approuvées par le Conseil régional du Travail, par décision rendue à sa séance du 7 novembre 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 2816 soit modifié de la façon suivante:

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4268

Quebec, November 14, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the deletion of subsection "d" from section II of the decree relating to the building trades and industry in the district of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to decree number 398, of February 5, 1944, amended by Order-in-Council number 1720, of May 27, 1944, relating to the building trades and industry in the district of Montreal, for the purpose of deleting from the said decree subsection "d" of section II, concerning a reduction of 25% in wages in the case of certain repair works;

Whereas the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette* on September 30, 1944;

Whereas the Minister of Labour did not deem it reasonable to take into account the objections which were set forth against the approval of the amendment in view;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That subsection "d" of section II of the said decree number 398 be deleted.

A. MORISSET,  
7819-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4406

Quebec, November 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the clockmaking trade in the Island of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the Parity Committee of Horology, of Montreal, for the purpose of modifying decree number 2816, of October 4, 1943, relating to the clockmaking trade in the Island of Montreal;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on March 25, 1944;

Whereas objections have been set forth against its approval and have been submitted to the contracting parties for consideration;

Whereas the provisions of the said request relating to the rates of wages have been approved by the Regional War Labour Board, by a decision rendered at its meeting of November 7, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree number 2816 be modified as follows:

1.—Le paragraphe "d" de l'article I est remplacé par le suivant:

"d.—Le mot "employeur" désigne toute personne qui a à son emploi un ou plusieurs horlogers."

2.—Le paragraphe "e" de l'article I est remplacé par le suivant:

"e.—Le mot "artisan" désigne toute personne qui exerce elle-même le métier d'horloger pour son propre bénéfice."

3.—Le paragraphe "f" de l'article I est remplacé par le suivant:

"f.—Les termes "horloger-senior" et "horloger-junior" désignent toute personne qui possède la compétence requise pour exercer le métier d'horloger, tel que défini au paragraphe "a" du présent article."

4.—Le paragraphe "h" est ajouté à l'article I:

"h.—Les termes "horloger-senior-surnuméraire" et "horloger-junior-surnuméraire" désignent tout salarié embauché en plus du personnel régulier et dont la durée hebdomadaire de travail est inférieure à celle déterminée dans le présent décret."

5.—Le terme "compagnons-horlogers" mentionné au paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par les termes "horlogers-seniors et horlogers-juniors."

6.—L'article V est remplacé par le suivant:  
"V.—*Taux minima de salaires*:—Les taux minima de salaires sont les suivants:

a.—Pour chaque semaine de cinquante-quatre (54) heures de travail, les horlogers-seniors doivent recevoir au moins \$30.00 et les horlogers-juniors au moins \$20.00.

b.—Les horlogers-seniors et les horlogers-juniors au service d'un employeur dont la semaine régulière de travail est, lors de la mise en vigueur du présent décret, de moins de cinquante-quatre (54) heures, doivent recevoir au moins le salaire minimum respectif à chacune de ces catégories pour chaque semaine régulière de travail, sans préjudice au droit de l'employeur d'exiger une augmentation de la durée du travail jusqu'à concurrence de cinquante-quatre (54) heures par semaine, sans rémunération supplémentaire.

c.—Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au prorata du salaire reçu.

d.—Le taux de salaire minimum des horlogers-seniors-surnuméraires est de \$0.65 de l'heure et celui des horlogers-juniors-surnuméraires est de \$0.50 de l'heure."

7.—Le terme "compagnon-horloger" mentionné au paragraphe "c" de l'article VII est remplacé par les mots "horloger-junior ou horloger-senior."

8.—Le paragraphe "d" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"d.—Dans chaque établissement, il peut y avoir un apprenti quand il y a un horloger-senior ou un horloger-junior et deux apprentis quand il y a trois horlogers expérimentés, qu'ils soient des horlogers-seniors ou des horlogers-juniors. Il ne peut y avoir plus de deux apprentis dans le même établissement."

9.—Les mots "de compagnon-horloger" mentionnés au paragraphe "e" de l'article VII, sont remplacés par les mots "d'horloger-junior ou d'horloger-senior".

10.—Les mots "le compagnon-horloger" mentionnés au paragraphe "b" de l'article VIII,

1.—Subsection "d" of section I is replaced by the following:

"d.—The word "employer" means any person who has one or more clockmakers in his employ."

2.—Subsection "e" of section I is replaced by the following:

"e.—The word "artisan" means any person who personally plies the clockmaking trade for his own benefit."

3.—Subsection "f" of section I is replaced by the following:

"f.—The words "senior-clockmaker" and "junior-clockmaker" mean any person having the competency required to ply the clockmaking trade, as defined under subsection "a" of the present section."

4.—Subsection "h", as follows, is added to section I:

"h.—The words "supernumerary-senior-clockmaker" and "supernumerary-junior-clockmaker" mean any employee engaged in addition to the regular staff and whose weekly duration of labour is shorter than that which is determined in the present decree."

5.—The word "journeymen-clockmakers" mentioned in subsection "a" of section IV is replaced by the words "senior-clockmakers and junior-clockmakers."

6.—Section V is replaced by the following:  
"V.—*Minimum rates of wages*:—The minimum rates of wages are as follows:

a.—For each week of fifty-four (54) hours of work, senior-clockmakers shall receive at least \$30.00, and junior-clockmakers, at least \$20.00.

b.—Senior-clockmakers and junior-clockmakers working for an employer whose regular working week, at the time of the coming into force of the present decree, consists of less than fifty-four (54) hours, shall receive at least the respective minimum wage of each of these categories for every regular week's work, without prejudicing the employer's right to exact an increase in the duration of labour to the extent of fifty-four (54) hours per week, without overtime remuneration.

c.—Overtime shall be paid for proportionately to the wages received.

d.—The minimum rate of wages for supernumerary-senior-clockmakers shall be \$0.65 per hour; for supernumerary-junior-clockmakers it shall be \$0.50 per hour."

7.—The word "journeymen-clockmaker" mentioned in subsection "c" of section VII is replaced by the words "junior-clockmaker or senior-clockmaker."

8.—Subsection "d" of section VII is replaced by the following:

"d.—In each establishment, there may be one apprentice when there is one senior-clockmaker or one junior-clockmaker, and there may be two apprentices when there are three experienced clockmakers, whether the latter are senior-clockmakers or junior-clockmakers. There shall not be more than two (2) apprentices in the same establishment."

9.—The word "journeymen-clockmaker" mentioned in subsection "e" of section VII is replaced by the words "junior-clockmaker or senior-clockmaker".

10.—The word "journeymen-clockmaker" mentioned in subsection "b" of section VIII is

sont remplacés par les mots "l'horloger-senior ou l'horloger-junior".

11.—Le paragraphe "c" suivant est ajouté à l'article VIII:

"c.—Tout établissement tombant sous la juridiction du présent décret, propriété d'une personne qui ne pratique pas le métier d'horloger, doit avoir comme employé permanent un horloger-senior possédant un certificat de qualification."

7832-0 A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

replaced by the words "senior-clockmaker or junior clockmaker".

11.—The following subsection "c" is added to section VIII:

"c.—Any establishment coming under the jurisdiction of the present decree, belonging to a person who does not ply the clockmaking trade, must have, as a permanent employee, a senior-clockmaker holding a certificate of competency."

7832-0 A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

### Commission du Service Civil de la Province de Québec

#### LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Prolongation des règlements temporaires de la Commission du service civil de la Province de Québec approuvés le 16 novembre 1944 par le Lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'arrêté en conseil portant le numéro 4298.

Les règlements temporaires de la Commission du service civil de la Province de Québec approuvés par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 28 septembre 1944, par arrêté en conseil portant le numéro 3558, et déjà prolongés, sont de nouveau prolongés jusqu'au 1er février 1945.

Québec, ce 15 novembre 1944.

7847-0 Le Commissaire,  
J.-ERNEST LAFORCE.

### Civil Service Commission of the Province of Quebec

#### CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Prolongation of the temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council the 16th of November, 1944, in virtue of the Order in Council bearing No. 4298.

The temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council, on the 28th of September, 1944, by Order in Council bearing No. 3558 and already prolonged, are again prolonged to the 1st of February, 1945.

Quebec, November 15th, 1944.

7847 J. ERNEST LAFORCE,  
Commissioner.

### Département du Travail

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Hôpitaux de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 3825, du 12 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4405, du 16 novembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 21 octobre 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes, boni et pourcentage payés à leurs employés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le commis le moins rémunéré, soit \$8.00 par semaine.

### Department of Labour

#### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Sherbrooke Hospitals Parity Committee, established under Decree number 3825, of October 12, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 4405 of November 16, 1944, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, Chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to October 21, 1945; such levy shall apply as mentioned hereinafter:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the fixed wages, bonuses and percentages paid to their employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages established in the decree for the lowest paid clerk, namely \$8.00 per week.

c) Tous les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe, boni et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles ceux-ci doivent indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire régulièrement à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même au Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1944, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire des Hôpitaux de Sherbrooke, pour la période comprise entre le 1er novembre 1944 et le 21 octobre 1945.

LE COMITÉ PARITAIRE DES HÔPITAUX DE  
SHERBROOKE  
29, rue Gordon

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1944 et le 21 octobre 1945.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 1,210.00
Salariés.....	1,210.00
	<u>\$ 2,420.00</u>

Déboursés:

Salaire Sec.-trésorier.....	260.00
Salaire de l'inspecteur.....	780.00
Frais de déplacement.....	80.00
Loyer du bureau.....	300.00
Papeterie.....	100.00
Téléphone, timbres, etc.....	65.00
Taxe d'affaires.....	30.00
Vérification des livres.....	115.00
Divers, imprévus.....	490.00
Frais légaux.....	200.00
	<u>\$ 2,420.00</u>

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 25 novembre, 1944. 7821-0

c) All the employees subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, bonuses and percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms upon which they shall inscribe the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports are filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and shall send them himself to the Committee.

The professional employer's report must be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the tenth day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: December 31, 1944, March 31, June 30, and September 30, 1945.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Sherbrooke Hospitals Parity Committee for the period comprised between November 1, 1944, and October 21, 1945 is annexed thereto.

THE SHERBROOKE HOSPITALS PARITY COMMITTEE  
29 Gordon street

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from November 1, 1944, to October 21, 1945.

Receipts:

Levies (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 1,210.00
Employees.....	1,210.00
	<u>\$ 2,420.00</u>

Expenses:

Secretary-treasurer's salary.....	260.00
Inspector's salary.....	780.00
Travelling expenses.....	80.00
Office rent.....	300.00
Stationery.....	100.00
Telephone, stamps, etc.....	65.00
Commercial tax.....	30.00
Auditing.....	115.00
Miscellaneous, unforeseen.....	490.00
Legal charges.....	200.00
	<u>\$ 2,420.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 25, 1944. 7821-0

## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des Hôpitaux de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 3825, du 12 octobre 1944, et dont le siège social est situé dans la cité de Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4403, du 16 novembre 1944.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 25 novembre 1944. 7820-0

## NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, Chapter 163), that the constitution and by-laws of the Sherbrooke Hospitals Parity Committee, established under Decree number 3825, of October 12, 1944, and whose corporate seat is in the City of Sherbrooke, have been approved by Order-in-Council number 4403, of November 16, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 25, 1944. 7820-0

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 765, du 13 mai 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4404 du 16 novembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 novembre 1944 au 28 novembre 1945 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

- a) les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs listes de paie;
- b) les salariés assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération;
- c) les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré.

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire pas plus tard que le mercredi de la semaine suivant l'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

## NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry, District of Quebec, formed under decree number 765, of May 13, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 4404, of November 16, 1944, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

## 1. Assessments

The period of levy shall extend from November 28, 1944, to November 28, 1945, and apply as follows:

- a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their pay-roll;
- b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages;
- c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wages fixed for journeymen.

## 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the wages paid during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports are filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The said committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be mailed to the Parity Committee on or before Wednesday of the week following the expiration of the period for which the said report is requirable.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1944, 31 mars 1945, 30 juin 1945 et 30 septembre 1945.

Est annexé à la présente requête, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de l'industrie de l'automobile, district de Québec, pour la période finissant le 28 novembre 1945.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE  
District de Québec

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 28 novembre 1944 et le 28 novembre 1945.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%) employeurs professionnels.....	\$ 3,800.00
Cotisations (½ de 1%) salariés.....	3,800.00
Cotisations (½ de 1%) artisans.....	400.00
	<u>\$ 8,000.00</u>

Dépenses:

Salaire du secrétaire.....	\$ 2,550.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	900.00
Inspecteur: salaire et frais de déplacement.....	2,000.00
Loyer de bureaux et téléphone.....	440.00
Frais légaux.....	600.00
Vérification des livres.....	200.00
Papeterie.....	300.00
Dépenses de voyage, ameublement divers.....	160.00
Salaires sténos.....	650.00
Frais de réglementation.....	200.00
	<u>\$ 8,000.00</u>

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 25 novembre, 1944. 7822-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 987, du 24 avril 1941 et amendements, à l'effet d'apporter la modification suivante audit décret.

Il est demandé que l'article XVIII-A suivant soit ajouté audit décret:

"XVIII-A—Vacances payées:

a) Tout salarié a droit à une pleine semaine de vacances avec plein salaire, pourvu qu'il ait complété une année de service ininterrompue pour le même employeur, c'est-à-dire un minimum d'environ 300 jours de travail. Ces vacances sont accordées pour et durant les douze mois qui suivent cette année de service. Un salarié qui n'a pas complété une année de ser-

3. Financial Report

Under the terms of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: December 31, 1944, March 31, 1945, June 30, 1945 and September 30, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry, District of Quebec, for the period ending November 28, 1945.

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY  
District of Québec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 28, 1944, and November 28, 1945.

Receipts:

Assessments (½ of 1%) professional employers.....	\$ 3,800.00
Assessments (½ of 1%) employees.....	3,800.00
Assessments (½ of 1%) artisans.....	400.00
	<u>\$ 8,000.00</u>

Expenses:

Salary of the secretary.....	\$ 2,550.00
Travelling expenses of chairman and members.....	900.00
Inspector: salary and travelling expenses.....	2,000.00
Office rent and telephone.....	440.00
Legal charges.....	600.00
Auditing.....	200.00
Stationery.....	300.00
Travelling expenses, various equipment.....	160.00
Stenographer's wages.....	650.00
Rules and by-laws preparation.....	200.00
	<u>\$ 8,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, November 25, 1944. 7822-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing industry in the Montreal District, rendered obligatory by Decree number 987, of April 24, 1941, and amendments, to modify the said decree in the following manner.

It is requested that the following section XVIII-A be added to the said decree:

"XVIII-A—Holidays with pay:

a) Each employee shall receive one (1) full week's vacation with full week's pay, provided he has completed one year's continuous service with the same employer, i.e., a minimum of 300 days of actual work, the vacation to be allowed for and during the following twelve months' service, but an employee who has not completed one year's continuous service with the

vice ininterrompue pour le même employeur n'a pas droit à une pleine semaine de vacances avec plein salaire, ni à aucune partie d'icelle.

b) Lesdites vacances avec salaire seront établies sur la base d'une demi-journée par vingt-cinq jours de travail, compte tenu des absences occasionnées par la maladie ou autorisées pour cause. Ainsi, un salarié qui a travaillé régulièrement durant une année ou plus à la date de l'adoption de la présente clause a droit à une semaine de vacances avec plein salaire durant les douze mois subséquents.

c) Le plein salaire n'est pas accordé pour les vacances non employées; en de tels cas, ces vacances s'accroissent jusqu'à ce que les conditions permettent de les prendre.

d) i.—Si un salarié qui n'a pas été congédié pour cause quitte son emploi, pour des motifs indépendants de sa volonté, à une date où il a à son crédit une période de vacances non employées, il doit recevoir le montant qui lui est dû pour lesdites vacances, ainsi que pour celles auxquelles il a droit à la date de son départ.

ii.—Si un salarié quitte son emploi de son propre gré ou s'il est congédié pour cause, à une date où il a à son crédit une période de vacances non employées, il doit recevoir le montant qui lui est dû pour les vacances auxquelles il avait droit à la fin de ses derniers douze mois de service.

e) Les vacances seront prises à la date qui convient le mieux au salarié, entre le 1er mai et le 30 septembre, et en dehors de cette période, sur consentement mutuel de l'employeur et du salarié, mais le droit de fixer définitivement la date des vacances durant ladite période, est réservé exclusivement à l'employeur afin de lui permettre d'assurer le bon fonctionnement de son établissement.

f) L'obligation créée par la présente clause n'entrera en vigueur qu'après le 1er janvier 1945, mais dans la computation de l'année de service ci-haut mentionnée, la période d'emploi précédant la ratification de la présente clause comptera."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 25 novembre 1944. 7834-o

#### AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi, à l'effet de modifier le décret numéro 2686 du 9 octobre 1941, amendé par l'arrêté numéro 3576 du 24 décembre 1942, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur, dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford, le village de Sweetsburg et un rayon d'un (1) mille de leurs limites.

Il est demandé:

1.—Que les changements suivants soient apportés au paragraphe "b" de l'article III, en ce qui concerne les heures de travail à Farnham:

same employer, shall not be entitled to a full week's pay or any part thereof.

b) A vacation with pay shall be based on the equivalent of one-half day for each 25 days of actual work, due allowance to be made for authorized leaves of absence because of sickness or other justified causes. Thus, an employee who has rendered regular service during one year or more at the date of the approval of this section would be entitled to one week's vacation with full pay at some time during the succeeding twelve months.

c) Vacation pay shall not be allowed for vacations not taken; in such cases any unused vacation privileges should be allowed to accumulate until conditions permit them to be exercised.

d) i.—If an employee, not having been dismissed for cause, leaves the service of his employer for reasons beyond his control at a time when an unused period of vacation with full pay stands to his credit, he shall be paid the amount due to him in lieu of vacation calculated to the date of his leaving such service.

ii.—If an employee leaves the service of his employer of his own accord or is dismissed for cause, at a time when an unused period of vacation with full pay stands for his credit, he shall be paid the amount due to him in lieu of vacation calculated to the end of his last completed twelve months of service.

e) Vacations shall be granted within the period from May 1st to September 30th., at time most desirable to the employee, and outside this period, only by mutual consent between employer and employees, but the final right of allotment of vacations within the said period is exclusively reserved to the employer in order to insure the orderly operation of his plant.

f) The obligation created by the present Section shall not be effective until after January 1st., 1945 but in the computation of a year's of continuous services as above mentioned, the length of employment preceeding the ratification of the present Section shall count."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 25, 1944. 7834-o

#### NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him by the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Missisquoi County, for the purpose of modifying in the following manner decree number 2686, of October 9, 1941, amended by decree number 3576, of December 24, 1942, relating to the barber and hairdresser trades, in the towns of Farnham, Cowansville, Bedford, the village of Sweetsburg and the territory comprised within a radius of one mile from their limits.

It is requested:

1.—That the following alterations be made to subsection "b" of section III, with respect to hours of labour in Farnham:

"Le mercredi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m."

"Le tout formant un total de cinquante-huit (58) heures."

2.—Que le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article IV soit remplacé par le suivant:

"a.—Pour le compagnon barbier-coiffeur régulier, \$15.00 par semaine, plus une commission de 50% sur toutes recettes brutes au-dessus de \$22.00 réalisées par lui au cours de chaque semaine de travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 25 novembre 1944. 7843-0

LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIÈRES  
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

*Règles de pratique*

Attendu que la Commission, pour la détermination d'un représentant collectif des salariés d'un employeur ou d'un groupement d'employeurs, est appelée à apprécier le caractère représentatif d'une association;

Attendu que lors d'une telle demande la Commission est appelée à examiner si une telle association constitue un groupement *bona fide*;

Attendu que de telles déterminations comportent l'examen de différents facteurs;

Attendu qu'il convient d'établir certaines règles pour guider la Commission dans son travail d'appréciation;

La Commission de relations ouvrières de la province de Québec déclare qu'elle suivra les règles ci-après dans l'examen des requêtes qui lui seront soumises par les associations désirant être reconnues comme représentant collectif de salariés ou d'employeurs, savoir:

1 Toute association demandant à être reconnue suivant la Loi des relations ouvrières (S.R.Q., 1941, c. 162-a) devra avoir produit les documents prévus aux articles 27 et 28 de ladite loi, avoir au moins cinq mois d'existence et en faire la preuve.

2 Dans l'appréciation du caractère représentatif d'une association, ne seront considérés comme membres que les personnes qui, à la date de la présentation de la requête,

- a) seront âgées d'au moins seize ans;
- b) auront été admises depuis au moins trois mois;
- c) se seront obligées à payer une contribution non inférieure à un dollar (\$1.00) par année;
- d) auront personnellement payé au moins trois mois de cotisations exigibles et n'auront pas plus de trois mois d'arrérages de cotisations.

3 La demande de reconnaissance d'une association de salariés directement ou indirectement dominée par un employeur, ne pourra être acceptée.

Fait et daté en la cité de Québec, ce neuvième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-quatre.

Québec, le 25 novembre 1944.

Le secrétaire,  
P.-E. BERNIER.

"On Wednesday, from 8.00 a.m. to 6.00 p.m."

"The whole forming a total of fifty-eight (58) hours."

2.—That the first paragraph of subsection "a" of section IV be replaced by the following:

"a.—For regular journeymen barber-hairdressers, \$15.00 per week, plus a commission of 50% on all gross receipts exceeding \$22.00 earned by him during any one working week."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, November 25, 1944. 7843

THE LABOUR RELATIONS BOARD  
OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

*Rules of Practice*

Whereas the Board, for the recognition of a collective representative of the employees of an employer or of a group of employers, has to appreciate the representative character of an association;

Whereas the Board must then consider whether said association constitutes a *bona fide* group;

Whereas such recognition implies the consideration of different factors;

Whereas it is deemed fit to establish certain rules of practice for the guidance of the Board in its appreciation of same;

The Labour Relations Board of the Province of Québec declares that in considering petitions presented to the Board by associations desiring to be recognized as a collective representative of employees or of employers, it shall be guided by the following rules, to wit:

1. Every association petitioning for recognition, pursuant to the Labour Relations Act (R.S.Q., 1941, c. 162-a) shall have filed with the Board the documents mentioned at sections 27 and 28 of said Act, have at least five months of existence and furnish evidence of same.

2. In considering the representative character of an association, those persons only shall be deemed members who, at the date of the presentation of such petition

- a) shall be at least sixteen years of age;
- b) shall have been admitted since three months at least;
- c) shall have undertaken to pay an assessment of not less than one dollar (\$1) per year;
- d) shall have personally paid the assessments due for three months at least, and shall not have more than three months of arrears for assessments.

3. The petition for recognition of an association of employees directly or indirectly dominated by an employer shall not be granted.

Passed and dated in the city of Québec, this ninth day of the month of November, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

Québec, November 25, 1944.

P. E. BERNIER,  
Secretary.

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1823 du 10 juillet 1943, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Salaberry de Valleyfield et un rayon de 5 milles de ses limites et la ville de Beauharnois et un rayon de 3 milles de ses limites.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him by the "Parity Committee of barbers and hairdressers of Salaberry de Valleyfield", for the purpose of modifying in the following manner decree number 1823, of July 10, 1943, relating to the barber and hairdresser trades in the city of Salaberry de Valleyfield and the territory comprised within a radius of 5 miles from its limits and in the town of Beauharnois and the territory comprised within a radius of three (3) miles from its limits.

Il est demandé:

It is requested:

1. Que les prix minima mentionnés pour la coupe des cheveux pour adultes des deux sexes, dans la zone I, à l'article V, soient remplacés par les suivants:

1. That the minimum prices for haircuts for adults of both sexes, in zone I, under section V, be replaced by the following:

	<i>Zone I</i>
"Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi . . . .	\$0.35
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées . . . . .	0.40"

	<i>Zone I</i>
"Haircuts for adults of both sexes:	
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday . . . . .	\$0.35
On Friday, Saturday and eves of holidays . . . . .	0.40"

2. Que le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article VI soit remplacé par les suivants: "a.—Zone I:—Les compagnons barbiers réguliers doivent recevoir \$16.95 par semaine, plus 50% des recettes de leur travail au-delà de \$26.00 par semaine.

2. That the first paragraph of subsection "a" of section VI be replaced by the following: "a.—Zone I:—Regular journeymen barbers shall receive \$16.95 per week, plus 50% of the receipts of their work in excess of \$26.00 per week.

Les compagnons coiffeurs ou coiffeuses réguliers doivent recevoir \$15.00 par semaine, plus 50% des recettes de leur travail au-delà de \$25.00 par semaine."

Regular journeymen male or female hairdressers shall receive \$15.00 per week, plus 50% of the receipts of their work in excess of \$25.00 per week."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail,  
Québec, le 25 novembre 1944. 7844-o

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Quebec, November 25, 1944. 7844-o

Nominations

Appointments

N° 775-el

No. 775-el

Québec, 18 novembre 1944.

Quebec, November 18th, 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 16 novembre 1944 de nommer M. Hector Turbis, en remplacement de M. Edmond Boudreault, au poste de commissaire d'écoles, pour la municipalité scolaire du Hâvre St-Pierre, comté de Saguenay.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date November 16th, 1944, to appoint Mr. Hector Turbis, to replace Mr. Edmond Boudreault, as School Commissioner for the school municipality of Hâvre St-Pierre, county of Saguenay.

Pour le Surintendant,  
7838-o J.-A. PAQUET. 7838

J. A. PAQUET,  
For the Superintendent.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, 12 octobre 1944.

Québec, October 12th, 1944.

MM. Démétrius Baril, Francis Raymond Hannen, Pascal Lachapelle et Ernest Simard, tous

Messrs. Démétrius Baril, Francis Raymond Hannen, Pascal Lachapelle and Ernest Simard,

quatre membres du Barreau de la Province, de la cité de Montréal: conseils en loi du Roi.

Québec, 19 octobre 1944.

MM. Gerald M. Almond, Alphonse-L. Pate-naude, P.-Charlemagne Venne, de la cité de Montréal, et Léon-David Germain, ce dernier pratiquant en la cité de Montréal et résidant à Outremont, tous quatre membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 21 septembre 1944.

M. Léon Dugal, médecin, de Saint-Jérôme: coroner conjoint pour le district de Terrebonne, avec juridiction sur le district électoral de Terrebonne.

Québec, 19 octobre 1944.

MM. Donat Desrochers, cultivateur, Hervé Bergeron, marchand, tous deux de Joly, comté de Lotbinière, et Jean-Paul Pérusse, gérant du bureau du Conseil national des recherches à Québec, de Québec: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 26 octobre 1944.

M. L.-P. Guillemette, médecin, de Saint-Cyrille de L'Islet: coroner conjoint pour le district de Montmagny, avec juridiction seulement sur le district électoral de L'Islet.

M. J.-A. Melançon, médecin, de St-Jacques-de-l'Achigan: coroner conjoint pour le district de Joliette, avec juridiction seulement sur la division électoral de Montcalm.

MM. Darie Huneault, propriétaire de taxi, de l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, et Isaac Méthot, cultivateur, de Côteau-du-Lac, comté de Soulanges: adjoints à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Montréal.

MM. Cap. abbé Paul Gendron, ptre curé, et Alphonse Leboutillier, gérant, tous deux d'Anse-aux-Gascons, comté de Bonaventure: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Édouard Leduc, cultivateur, de Saint-Clet, comté de Soulanges: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Ernest Legault, directeur des services sociaux de la J.O.C., 3662 rue Laval, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Louis-Charles Ferland et Adrien Touzin, tous deux employés de l'Hôpital St-Michel-Archange, Giffard, Qué.: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

all four members of the Bar of the Province, of the city of Montreal: King's Counsels.

Quebec, October 19th, 1944.

Messrs. Gerald M. Almond, Alphonse L. Pate-naude, P. Charlemagne Venne, of the city of Montreal, and Léon David Germain, the latter practising in the city of Montreal and residing at Outremont, all four members of the Bar of the Province: King's Counsels.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, September 21st, 1944.

Mr. Léon Dugal, physician, of Saint-Jérôme: to be joint coroner for the district of Terrebonne, with jurisdiction over the electoral district of Terrebonne.

Quebec, October 19th, 1944.

Messrs. Donat Desrochers, farmer, Hervé Bergeron, merchant, both of Joly, county of Lotbinière, and Jean Paul Pérusse, manager of the "Bureau du Conseil national des recherches à Québec" (Office of the National Research Council at Quebec), of Quebec: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, October 26th, 1944.

Mr. L. P. Guillemette, physician, of Saint-Cyrille de L'Islet: to be joint coroner for the district of Montmagny, with jurisdiction over the electoral district of L'Islet only.

Mr. J. A. Melançon, physician, of St-Jacques-de-l'Achigan: to be joint coroner for the district of Joliette, with jurisdiction over the electoral division of Montcalm only.

Messrs. Darie Huneault, taxi owner, of Ile Perrot, county of Vaudreuil, and Isaac Méthot, farmer, of Côteau-du-Lac, county of Soulanges: to be Peace Commissioners for the judicial district of Montreal.

Cap. abbé Paul Gendron, parish priest, and Mr. Alphonse Leboutillier, manager, both of Anse-aux-Gascons, county of Bonaventure: to be Justices of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Édouard Leduc, farmer, of Saint-Clet, county of Soulanges: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Ernest Legault, Director of social service of the J.O.C., 3662 Laval street, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Louis Charles Ferland and Adrien Touzin, both employees of the St-Michel Archange Hospital, Giffard, Que.: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, 3 novembre 1944.

M. Adrien Ouellet, agent, 227, Boulevard St-Joseph est, Montréal: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Montréal.

M. Urbain Caumartin, professeur, 4, 17<sup>ième</sup> rue, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 9 novembre 1944.

M. J.-A.-E. Archambault, médecin vétérinaire, de Valcourt, comté de Shefford: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Bedford.

M. Geo.-H. de Champlain, surintendant du Sanatorium de Mont-Joli: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Rimouski.

M. Lucien Larochelle, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de St-Prosper, comté de Dorchester: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. J.-E. Maltais, officier de liaison pour la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, 11 rue Ste-Anne, Chicoutimi: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Léo Keating, Maurice Caron, Duhamel Trudelle et Raoul Dubé, enquêteurs pour la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, Rimouski: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. William Poulin, boucher, Valère Bolduc et Cristy Dubreuil, ces deux derniers cultivateurs, tous trois de St-Méthode, Qué.: adjoints à la Commission de la paix du district judiciaire de Beauce.

M. Louis-Philippe Lessard, inspecteur spécial au Ministère de la colonisation, de Ste-Justine, comté de Dorchester: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Albert Dumouchel et Ardoire Séguin, de St-Anicet: commissaires pour tenir, avec M. James Leslie, nommé antérieurement, la Cour des commissaires de St-Anicet, comté de Huntingdon.

7846-o

Quebec, November 3rd, 1944.

Mr. Adrien Ouellet, agent, 227, St. Joseph Boulevard East, Montreal: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Montreal.

Mr. Urbain Caumartin, professor, 4-17th street, Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, November 9th, 1944.

Mr. J. A. E. Archambault, veterinary surgeon, of Valcourt, county of Shefford: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Bedford.

Mr. Geo. H. de Champlain, superintendent of the Mont-Joli sanatorium: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Rimouski.

Mr. Lucien Larochelle, inspector of the Old Age Pension Board, of St-Prosper, county of Dorchester: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Beauce, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. J. E. Maltais, liaison officer of the Wartime Prices and Trade Board, 11 Ste-Anne street, Chicoutimi: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Leo Keating, Maurice Caron, Duhamel Trudelle and Raoul Dubé, investigators, for the Wartime Prices and Trade Board, Rimouski: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. William Poulin, butcher, Valère Bolduc and Cristy Dubreuil, the two latter, farmers, all three of St-Méthode, Que.: to be Peace Commissioners for the judicial district of Beauce.

Mr. Louis-Philippe Lessard, special inspector in the Department of Colonization, of Ste-Justine, county of Dorchester: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Beauce, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Albert Dumouchel and Ardoire Séguin, of St-Anicet: to be Commissioners for the holding, together with Mr. James Leslie, previously appointed, of the Commissioners' Court of St-Anicet, county of Huntingdon.

7846

## Ventes pour taxes municipales

## Sales for Municipal Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE LACHINE

CITY OF LACHINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné Émile Daoust, Greffier de la Cité de

Public Notice is hereby given by the undersigned, Émile Daoust, City Clerk of the City of

Lachine, que sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1941, les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'Enchère Publique, dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville, dans la Cité de Lachine, le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE, Mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour Taxes Municipales, Générales, Spéciales et Scolaires dues à la dite Cité, à moins que les dites redevances municipales et scolaires ne soient payées avec les frais encourus avant la vente.

Lachine, that under authority of the Cities' and Towns' Act, R.S.Q. 1941, the immovables hereunder described will be sold by Public Auction, in the meeting room of the Council, at the City Hall, in the City of Lachine, the TWENTIETH day of DECEMBER, Nineteen hundred and forty-four, at TEN o'clock in the forenoon, for the General, Municipal, Special and School Taxes due to the said City, unless the said Municipal and School dues be paid with costs incurred before the sale.

Ville de Lachine—Town of Lachine

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivision	Emplacement Location	Taxes Gén. Spéc.	Am. Locales-Gen. School	Intérêt	Grand Total
					Spec. Local Imp. Taxes.	Interest		
1	Villera Construction Limited.....	28.....		44ème-th Avenue, côté ouest-west side, entre-between Broadway et-and C.N.R.....	\$ 181.08	\$ 11.07	\$ 192.15	
2	Villera Construction Limited.....	29.....		44ème-th Avenue, côté ouest-west side, entre-between Broadway et-and C.N.R.....	181.09	11.09	192.18	
3	Dapland Realities Incorporated.....	95.....		44ème-th Avenue, côté est-east side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway St..	167.94	9.06	177.00	
4	Dapland Realities Incorporated.....	96.....		44ème-th Avenue, côté est-east side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway St..	167.95	9.07	177.02	
5	Dapland Realities Incorporated.....	97.....		44ème-th Avenue, côté est-east side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway St..	171.95	9.38	181.33	
6	Dapland Realities Incorporated.....	98.....		44ème-th Avenue, côté est-east side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway St..	254.73	20.26	274.99	
7	Dapland Realities Incorporated.....	99.....		44ème-th Avenue, côté est-east side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway St..	254.85	20.26	275.11	
8	Dapland Realities Incorporated.....	100.....		44ème-th Avenue, côté est-east side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway St..	254.85	20.25	275.10	
9	Dapland Realities Incorporated.....	101.....		44ème-th Avenue, côté est-east side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway St..	545.83	42.35	588.18	
10	Dapland Realities Incorporated.....	115.....		Rue Broadway-street, côté nord - north side, entre - between 43ème-rd Avenue et-and 44ème-th Avenue.....	320.53	25.75	346.28	
11	Dapland Realities Incorporated.....	116.....		Rue Broadway-street, côté nord-north side, entre-between 43ème-rd Avenue et-and 44ème-th Avenue.....	365.24	28.79	394.03	
12	Dapland Realities Incorporated.....	117.....		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.....	130.07	9.98	140.05	
13	Dapland Realities Incorporated.....	118.....		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.....	130.07	9.98	140.05	
14	Dapland Realities Incorporated.....	119.....		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.....	130.07	9.98	140.05	
15	Dapland Realities Incorporated.....	120.....		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.....	130.07	9.98	140.05	

« Ville de Lachine (suite)—Town of Lachine (continued)

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivision	Emplacement Location	Taxes Gén. Spéc.	Taxes Locales Gén. Spéc.	Intérêt Interest	Grand Total
					Ann. locales-Gén. School Spec. Local Imp. Taxes.	Intérêt Interest		
16	Dapland Realities Incorporated.	121		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.	\$	\$	\$	
17	Dapland Realities Incorporated.	122		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.	130.11	10.02	140.13	
18	Dapland Realities Incorporated.	123		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.	80.00	6.28	86.28	
19	Dapland Realities Incorporated.	124		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.	80.00	6.28	86.28	
20	Dapland Realities Incorporated.	125		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.	80.00	6.28	86.28	
21	Dapland Realities Incorporated.	126		43ème-rd Avenue, côté ouest-west side, au nord de la rue Broadway-to the north of Broadway street.	80.00	6.28	86.28	
22	Albert Ernest Martin.	178	26	Rue Notre-Dame-street, côté nord-north side, à l'ouest de la 39ème-West of 39th Avenue.	80.51	6.28	86.79	
23	Albert Ernest Martin.	178	27	Rue Notre-Dame-street, côté nord-north side, à l'ouest de la 39ème-West of 39th Avenue.	41.42	2.90	44.32	
24	Albert Ernest Martin.	178	28	Rue Notre-Dame-street, côté nord-north side, à l'ouest de la 39ème-West of 39th Avenue.	41.42	2.91	44.33	
25	Succession-Estate Albert F. Dawes.	184	87	Ruelle ayant front sur la 33ème Avenue, côté est, entre-Lane fronting on 33rd Avenue, East side, between Notre-Dame et -and St. Joseph.	41.42	2.91	44.33	
26	Succession-Estate Wilfrid Cherrier.	238	447	24ème-th Avenue, côté ouest, entre-West side, between Sherbrooke et-and Boulevard Métropolitain.	52.54	4.16	56.70	
27	Alex. T. Jamieson.	238	480	25ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Sherbrooke et-and Boulevard Métropolitain.	7.87	0.44	8.31	
28	Alex. T. Jamieson.	238	481	25ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Sherbrooke et-and Boulevard Métropolitain.	17.69	0.96	18.65	

(1) 29 Succession Ernest Dupont, vendue pour taxes dues par le substituant, dette privilégiée et préférable à la substitution créée par le testament de Feu Ernest Dupont, Dame Amanda Legault, épouse de Ernest Dupont, grevée, Dupont Roméo, appelé, Dupont Yvette, appelée, Dupont Jeanne, appelée, Dupont Thérèse, appelée, Dupont Roger, appelé, Dupont Pauline, appelée, Duclous Georges, es-qualité de syndic à la faillite de Dame Amanda Legault, veuve de Ernest Dupont qui a été déclarée en faillite, tant personnellement pour sa part de communauté existant entre elle et ledit Ernest Dupont qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire et de légataire universelle grevée de substitution de résidu de la succession de Feu Ernest Dupont.—Estate Ernest Dupont, sold for taxes due by the grantor, privileged and preferred debt to the substitution created by the will of the late Ernest Dupont, Dame Amanda Legault, wife of Ernest Dupont, institute, Dupont Roméo, substitute, Dupont Yvette, substitute, Dupont Jeanne, substitute, Dupont Thérèse, substitute, Dupont Roger, substitute, Dupont Pauline, substitute, Duclous Georges, es-qualité of trustee to the bankruptcy of Dame Amanda Legault, widow of Ernest Dupont who was declared insolvent, both personally for her share of the community existing between her and the said Ernest Dupont and in her quality of testamentary executrix and universal legatee, insitute to residue of the estate of the late Ernest Dupont.

293	Pt. S.421	18ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Broadway et-and St-Antoine.	136.84	21.88	158.72
-----	-----------	---	--------	-------	--------

Ville de Lachine (suite)—Town of Lachine (continued)

N° d'ordre — Order No.	Propriétaires cotisés — Assessed proprietors	N° Cadastre — Cadastral No.	Subdivision	Emplacement — Location	Taxes Gén. Spéc. Am. Locales—Gen. School Spec. Local Imp. Taxes.	Intérêt — Interest	Grand Total
30	Villeray Construction Limited.....	401.....		Coin - corner 16ème - th Avenue et-and Notre- Dame, côté nord-ouest- north-west side.....	\$	\$	\$
31	Les mêmes qu'au numéro d'ordre N° 29—The same up to Order No. 29.	709.....	57.....	13ème-th Avenue, côté ouest-west side, entre- between St-Antoine et- and Provost.....	237.82	13.63	251.45
32	Les mêmes qu'au numéro d'ordre N° 29—The same up to Order No. 29.	709.....	58.....	13ème-th Avenue, côté ouest-west side, entre- between St-Antoine et- and Provost.....	33.89	5.08	38.97
(2) 33	C. Merland Hickson.....	709.....	P.N. 409	12ème-th Avenue, côté ouest-west side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	33.91	5.06	38.97
34	C. Merland Hickson.....	709.....	410.....	12ème-th Avenue, côté ouest-west side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	17.63	0.88	18.51
35	C. Merland Hickson.....	709.....	411.....	12ème-th Avenue, côté ouest-west side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	79.69	7.54	87.23
36	C. Merland Hickson.....	709.....	412.....	12ème-th Avenue, côté ouest-west side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	79.69	7.54	87.23
37	C. Merland Hickson.....	709.....	448.....	12ème-th Avenue, côté est - east side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	79.70	7.54	87.24
38	C. Merland Hickson.....	709.....	449.....	12ème-th Avenue, côté est - east side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	92.81	8.71	101.52
39	C. Merland Hickson.....	709.....	450.....	12ème-th Avenue, côté est - east side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	92.81	8.71	101.52
40	C. Merland Hickson.....	709.....	451.....	12ème-th Avenue, côté est - east side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	92.81	8.71	101.52
41	C. Merland Hickson.....	709.....	452.....	12ème-th Avenue, côté est - east side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	92.81	8.72	101.53
42	C. Merland Hickson.....	709.....	453.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-east side, entre- between Provost et-and Sherbrooke.....	92.81	8.72	101.53
43	C. Merland Hickson.....	709.....	454.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, be- tween Provost et-and Sherbrooke.....	92.81	8.72	101.53
44	C. Merland Hickson.....	709.....	455.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, be- tween Provost et-and Sherbrooke.....	92.81	8.72	101.53
45	C. Merland Hickson.....	709.....	456.....	12ème-th Avenue, côté est, entre - East side, be- tween Provost et-and Sherbrooke.....	92.82	8.72	101.54
46	C. Merland Hickson.....	709.....	457.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, be- tween Provost et-and Sherbrooke.....	92.82	8.72	101.54
47	C. Merland Hickson.....	709.....	458.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, be- tween Provost et-and Sherbrooke.....	92.82	8.72	101.54
48	C. Merland Hickson.....	709.....	459.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, be- tween Provost et-and Sherbrooke.....	92.82	8.72	101.54
49	C. Merland Hickson.....	709.....	460.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, be- tween Provost et-and Sherbrooke.....	92.82	8.72	101.54

## Ville de Lachine (suite)—Town of Lachine (continued)

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivision	Emplacement Location	Taxes Gén. Spéc.	Am. locales-Gen. School	Spec. Local Imp. Taxes.	Intérêt	Interest	Grand Total
					\$	\$	\$	\$	\$	\$
50	C. Merland Hickson.....	709.....	461.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Provost et-and Sherbrooke.....	92.82			8.72		101.54
51	C. Merland Hickson.....	709.....	462.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Provost et-and Sherbrooke.....	92.82			8.72		101.54
52	C. Merland Hickson.....	709.....	463.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Provost et-and Sherbrooke.....	92.82			8.72		101.54
53	C. Merland Hickson.....	709.....	464.....	12ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Provost et-and Sherbrooke.....	92.82			8.72		101.54
54	Succession-Estate Ternowecki, Georges, et-and Maria Yankouka, son épouse-his wife.	709.....	827-828 et bâtisse - and buildings.	11ème-th Avenue, côté ouest, entre-West side, between Sherbrooke et-and Boulevard Métropolitain, N° civique-Civic No. 317, 11ème-th Avenue.....	92.82			8.69		101.51
55	Elizabeth Nagle, veuve de-widow of Patrick Donnely.....	751.....	6.....	8ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between St-Joseph et-and St-Louis.....	66.82			3.37		70.19
56	John Garby.....	752.....	177.....	Rue Provost-street, côté sud, entre-South side, between 11ème-th Avenue et-and 12ème-th Avenue.....	329.36			23.33		352.69
57	Georges Lavallée.....	752.....	308-309 et bâtisse - and buildings.	9ème-th Avenue, côté ouest, entre-West side, between Sherbrooke et-and Boulevard Métropolitain, N° civique-Civic No. 361, 9ème-th Avenue.....	79.07			4.72		83.79
58	Aline Larivée, épouse de-wife of Joseph Olivier Sénécal.....	753.....	489.....	6ème-th Avenue, côté ouest, au sud de - West side, South of Provost.....	192.16			18.27		210.43
59	Amédée Martin.....	753.....	515.....	3ème-rd Avenue, côté est, au nord de la rue-East side, North of Provost street.....	204.96			22.32		227.28
60	Ubald Maheu.....	753.....	550.....	Coin-Corner 7ème-th Avenue et-and Victoria, côté nord-ouest-North-west side.....	45.22			2.28		47.50
61	Villeray Construction Limited.....	753.....	598.....	7ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between St-Antoine et-and Provost.....	219.98			16.02		236.00
62	Villeray Construction Limited.....	753.....	599.....	7ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between St-Antoine et-and Provost.....	90.41			7.17		97.58
63	Villeray Construction Limited.....	753.....	600.....	7ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between St-Antoine et-and Provost.....	90.41			7.17		97.58
64	Villeray Construction Limited.....	753.....	601.....	7ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between St-Antoine et-and Provost.....	90.44			7.17		97.61
65	Villeray Construction Limited.....	753.....	602.....	7ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between St-Antoine et-and Provost.....	90.42			7.17		97.59
66	Harry Chubry.....	753.....	907.....	6ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Provost et-and Sherbrooke.....	90.43			7.17		97.60
67	Harry Chubry.....	753.....	908.....	6ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Provost et-and Sherbrooke.....	27.73			1.56		29.29
68	James Armstrong et-and John Jeremiah Cook.....	753.....	992.....	7ème-th Avenue, partie de rue, au nord de la rue -part of street, North of Sherbrooke street.....	27.70			1.56		29.26
					40.06			3.27		43.33

Paroisse de Lachine — Parish of Lachine.

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivision	Emplacement Location	Taxes Gén. Scol. Spéc.	Am. locales-Gen. School	Spec. Local Imp. Taxes.	Intérêt Interest	Grand Total
					\$	\$	\$		
(3) 69	Joseph Norman Nimick	882	Pt. 51	55ème-th Avenue, côté ouest, près de la rue West side, near Dixie street.					
(4) 70	Joseph Norman Nimick	882	Pt. 52	55ème-th Avenue, côté ouest, près de la rue West side, near Dixie street.	155.75	14.10		169.85	
(5) 71	Joseph Norman Nimick	882	Pt. N.124	56ème-th Avenue, côté ouest, près de la rue West side near Dixie street.	189.50	21.85		211.35	
(6) 72	Joseph Norman Nimick	882	Pt. S. O.- W. 125. Pt. S.126	56ème-th Avenue, côté ouest, près de la rue West side, near Dixie street.	42.78	3.15		45.93	
73	Les mêmes qu'au numéro d'ordre N° 29-Same as order No. 29	886	180	54ème-th Avenue, côté est, entre-East side, between Montreal Tramways Co. et la rue-and Dixie street.	94.58	10.45		105.03	
74	Nellie Shaw Symons	894	21	51ème-st Avenue, côté ouest, entre-West side, between Saint-Joseph et -and Montreal Tramways Co.	223.28	31.03		254.31	
(7) 75	1/5 William Stephens Trenholme 1/5 Eileen Ruth Trenholme, épouse de-wife of M. Williams. 2/5 Charles Reginald Trenholme. 1/5 Geo. Mount Stephens Trenholme.	Pt. 913. Pt. 914.		Situé au nord du lot 1025. (Ancien C. N. R.)-Situatue North of lot 1025 (Old C. N. R.)	165.44	20.02		185.46	
					520.18	53.95		574.13	

DESCRIPTIONS

(1) Un emplacement situé en la Cité de Lachine dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le côté est de la 18ème avenue, étant la partie sud de ce lot de terre connu et désigné sous le N° 421 de la subdivision du lot N° deux cent quatre-vingt treize (293) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Ville de Lachine, mesurant ladite partie du lot, trente-cinq (35) pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot qui est de cent (100) pieds, le tout mesures anglaises, et borné comme suit: en avant par la 18ème Avenue, en arrière par le lot N° 430 de la subdivision du lot N° 293 dudit cadastre, au nord par le résidu dudit lot 421 de la subdivision du lot N° 293 dudit cadastre et au sud par le lot N° 420 de la subdivision du lot N° 293 dudit cadastre. Ainsi que le tout se trouve présentement avec tous les droits, circonstances et dépendances.

(2) Cet emplacement vacant ayant front sur la 12ème avenue dans la Cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot quatre cent neuf (409) de la subdivision du lot originaire N° 709, aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine avec tous les droits y attachés sans exception ni réserve.

*A distraire cependant:*

Une partie du lot N° 409 de la subdivision dudit lot originaire N° 709 aux dits plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, mesurant quinze (15) pieds de largeur par toute sa profondeur quatre-vingt-dix (90) pieds et bornée ladite partie comme suit: en front par ladite 12ème avenue, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot N° 408 et de l'autre côté par le résidu dudit lot N° 409, mesures anglaises, et plus ou moins, avec le droit de passage en commun dans la ruelle en arrière dudit emplacement, avec tous autres y ayant droit, avec tous les droits, circonstances et dépendances y attachés, sans exception ni réserve.

(3) Un certain lot de terre ayant front sur la 55ème Avenue dans la Cité de Lachine, désigné sous le N° 51 de la subdivision officielle du lot originaire N° huit cent quatre-vingt-deux (882) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine.

DESCRIPTIONS

(1) An emplacement situate in the City of Lachine in the county of Jacques-Cartier, fronting on the East side of 18th avenue, being the South part of the said lot of land known and designated under No. 421 of the subdivision of lot number two hundred and ninety-three (293) of the official cadastral plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring, said part of lot, thirty-five (35) feet in width by the whole depth of the said lot which is one hundred (100) feet, the whole English measure, and bounded as follows: in front by 18th Avenue, in rear by lot No. 430 of the subdivision of lot No. 293 of said cadastre, on the North by the residue of said lot No. 421 of the subdivision of lot No. 293 of said cadastre and on the South by lot No. 420 of the subdivision of lot No. 293 of said cadastre. As the whole presently subsists with all the rights, circumstances and dependencies.

(2) That vacant emplacement fronting on 12th avenue in the City of Lachine, known and designated as being lot four hundred and nine (409) of the subdivision of original lot No. 709, on the official plan and in the book of reference of the Town of Lachine—with all the rights attached thereto, without exception or reserve.

*To be deducted however:*

A part of lot No. 409 of the subdivision of said original lot No. 709 on the official plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring fifteen (15) feet in width by all its depth ninety feet (90) and the said part being bounded as follows: in front by said 12th avenue, in rear by a lane, on one side by lot No. 408 and on the other side by the residue of said lot No. 409, English measure and more or less—with right of way in common in the lane in rear of the said emplacement, with all others having a right thereto, with all the rights, circumstances and dependencies attached thereto without exception or reserve.

(3) A certain lot of land fronting on 55th Avenue in the City of Lachine, designated under No. 51 of the official subdivision of original lot number eight hundred and eighty-two (882) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Lachine.

*A distraire cependant:*

Une lisière de terrain en façade dudit lot mesurant cinq (5) pieds de profondeur par toute la largeur de la dite subdivision laquelle lisière forme partie maintenant de la 55ème Avenue.

(4) Un certain lot de terrain ayant front sur la 55ème avenue dans la Cité de Lachine, désigné sous le N° cinquante-deux (52) de la subdivision du lot originaire N° 882, aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine.

*A distraire cependant:*

Une lisière de terrain en façade dudit lot mesurant cinq (5) pieds de profondeur par toute la largeur de la dite subdivision, laquelle lisière forme maintenant partie de la 55ème avenue.

(5) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la 56ème avenue, désigné sous le N° cent vingt-quatre (124) de la subdivision du lot originaire N° 882, aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine.

*A distraire cependant:*

Cette partie du lot N° cent vingt-quatre (124) de la subdivision dudit lot N° 882, aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, mesurant quinze (15) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur et bornée la dite partie comme suit: en front vers l'est par la 56ème Avenue, en arrière vers l'ouest par le lot N° 880 aux mêmes plan et livre de renvoi, d'un côté vers le nord par le résidu dudit lot cent vingt-quatre (124) de la subdivision officielle dudit lot N° 882 et de l'autre côté vers le sud par le lot N° cent vingt-trois (123) de la subdivision dudit lot N° 882.

(6) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la 56ème avenue et composé des parties de lots suivantes, savoir:

a) Un certain lot de terre connu et désigné sous le N° cent vingt-cinq (125) de la subdivision officielle du lot originaire N° 882 aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine; à distraire cependant: cette partie de terrain en forme triangulaire, prise au nord-est dudit lot, mesurant vingt-six (26) pieds huit (8) pouces dans sa ligne est et quarante six (46) pieds dans sa ligne nord et ladite partie distraite ayant une superficie de six cent treize (613) pieds, mesures anglaises et plus ou moins et étant bornée vers l'est par la 56ème avenue, vers le nord par le lot N° cent vingt-six (126) de la subdivision dudit lot N° 882 et vers le sud-ouest par le résidu du lot N° cent vingt-cinq (125) de la subdivision dudit lot N° 882.

b) Cette partie de terrain de forme triangulaire étant le coin sud-ouest du lot N° 126 de la subdivision officielle dudit lot N° 882, mesurant dans sa ligne ouest, trente et un (31) pieds quatre (4) pouces et dans sa ligne sud cinquante-quatre (54) pieds, ayant une superficie de huit cent quarante-six (846) pieds et étant bornée vers le nord-est par le résidu du lot N° 126 de la subdivision dudit lot N° 882, vers l'ouest par le lot N° 880 des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine et vers le Sud par le lot N° 125 de la subdivision dudit lot N° 882.

(7) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine et composé des lots suivants:

a) Cette partie du lot N° 913 de la Paroisse de Lachine, bornée au nord par le lot 1043, au sud par le lot 1025, à l'ouest par le lot 1043 de la Paroisse de Lachine et à l'est par les lots Nos. 119 et 120 de la Paroisse de Montréal et par partie du lot N° 914 ci-après décrite et par le lot N° 915 de la Paroisse de Lachine, mesurant 863 pieds 2 dixièmes dans sa ligne nord, 842 pieds 3 dixièmes dans sa ligne sud, 1145 pieds dans sa ligne ouest et 1175 pieds dans sa ligne est, ayant une superficie d'environ 1,011,762 pieds carrés, le tout mesures anglaises et plus ou moins;

b) Cette partie non subdivisée du lot N° 914 de forme irrégulière bornée au nord-est par le lot N° 119 de la Paroisse de Montréal, au sud par le lot 1025 de la Paroisse de Lachine, au sud-ouest par le lot 915 et à l'ouest par partie du lot N° 913 de la Paroisse de Lachine, ci-dessus décrite, mesurant 1490 pieds dans sa ligne nord-est, 780 pieds dans sa ligne sud, 613 pieds dans sa ligne sud-ouest et environ 387 pieds dans sa ligne ouest, ayant une superficie d'environ 363,819 pieds carrés, le tout mesures anglaises et plus ou moins;

Avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées audit terrain et spécialement avec droit de passage en commun en faveur du lot N° 913 de la Paroisse de Lachine et du lot N° 121 des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal sur partie du lot N° 753 de la Ville de Lachine,

*To be deducted however:*

A strip of land along the front of said lot measuring five (5) feet in depth by the whole width of the said subdivision, the said strip now forms part of 55th Avenue.

(4) A certain lot of land fronting on 55th avenue in the City of Lachine, designated under number fifty-two (52) of the subdivision of original lot No. 882, on the official plan and in the book of reference of the Parish of Lachine.

*To be deducted however:*

A strip of land along the front of said lot measuring five (5) feet in depth by the whole width of the said subdivision, the said strip now forms part of 55th avenue.

(5) An emplacement situate in the City of Lachine, county of Jacques-Cartier, fronting on 56th avenue, designated under number one hundred and twenty-four (124) of the subdivision of original lot No. 882, on the official plan and in the book of reference of the Parish of Lachine.

*To be deducted however:*

That part of lot number one hundred and twenty-four (124) of the subdivision of said lot No. 882, on the official plan and in the book of reference of the Parish of Lachine, measuring fifteen (15) feet in width by one hundred (100) feet in depth and bounded, the said part, as follows: in front on the East by 56th Avenue, in rear on the West by lot No. 880 of the said plan and book of reference, on one side to the North by the residue of said lot one hundred and twenty-four (124) of the official subdivision of said lot No. 882 and on the other side to the South by lot number one hundred and twenty-three (123) of the subdivision of said lot No. 882.

(6) An emplacement situate in the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, fronting on 56th avenue and composed of the following parts of lots, to wit:

a) A certain lot of land known and designated under number one hundred and twenty-five (125) of the official subdivision of original lot No. 882 on the official plan and in the book of reference of the Parish of Lachine; to be deducted, however: that part of the lot of land of triangular figure, taken on the Northeast of the said lot, measuring twenty-six (26) feet eight (8) inches in its East line and forty-six (46) feet in its North line and the said part deducted having a superficial area of six hundred and thirteen (613) feet, English measure and more or less, and being bounded on the East by 56th avenue, on the North by the lot number one hundred and twenty-six (126) of the subdivision of said lot No. 882 and on the Southwest by the residue of lot number one hundred and twenty-five (125) of the subdivision of said lot No. 882.

b) That part of the lot of land of triangular figure being the Southwest corner of lot No. 126 of the official subdivision of said lot No. 882, measuring in its West line thirty-one (31) feet four (4) inches and in its South line fifty-four (54) feet, having a superficial area of eight hundred and forty-six (846) feet and being bounded on the Northeast by the residue of lot No. 126 of the subdivision of said lot No. 882, on the West by lot No. 880 of the official plan and book of reference of the Parish of Lachine and on the South by lot No. 125 of the subdivision of said lot No. 882.

(7) An emplacement situate in the City of Lachine and composed of the following lots:

a) that part of lot No. 913 of the Parish of Lachine, bounded on the North by lot 1043, on the South by lot 1025, on the West by lot 1043 of the Parish of Lachine and on the East by lots Nos. 119 and 120 of the Parish of Montreal and by a part of lot No. 914 hereinafter described and by lot No. 915 of the Parish of Lachine, measuring 863 feet 2 tenths in its North line, 842 feet 3 tenths in its South line, 1145 feet in its West line and 1175 feet in its East line, having a superficial area of about 1,011,762 square feet, the whole English measure and more or less.

b) That unsubdivided part of lot No. 914, of irregular figure, bounded on the Northeast by lot No. 119 of the Parish of Montreal, on the South by lot 1025 of the Parish of Lachine, on the Southwest by lot 915 and on the West by a part of lot No. 913 of the Parish of Lachine, above described, measuring 1490 feet in its Northeast line, 780 feet in its South line, 613 feet in its Southwest line and about 387 feet in its West line, having a superficial area of about 363,819 square feet, the whole English measure and more or less;

With all the active or passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said emplacement and in particular with right of way in common in favour of lot No. 913 of the Parish of Lachine and of lot No. 121 of the official plan and book of reference of the Parish of Montreal on part of lot No. 753 of the Town of

tel que mentionné plus au long dans un acte de donation enregistré sous le numéro B-54-383918, le 18 novembre 1935.

Donné sous mon seing, à Lachine, ce Treizième jour de Novembre, Mil neuf cent quarante-quatre.

[Sceau] ÉMILE DAOUST,  
7828-47-2-o Greffier de la Cité de Lachine.

Province de Québec — District de Roberval

MUNICIPALITÉ DE ST-MICHEL DE MISTASSINI

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt novembre 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus à la corporation municipale de Saint-Michel-de-Mistassini, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encaissement public, dans la salle des délibérations du conseil, à St-Michel de Mistassini, le DIX-NEUF DÉCEMBRE 1944, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales non consolidées de l'année 1944 et des années antérieures auront été payées ainsi que les versements échus sur les taxes municipales consolidées.

- 1.—Joseph Dufour.—Le lot 50, rang 2.
- 2.—Joseph Dufour.—Le lot 51, rang 2.
- 3.—Joseph Dufour.—Le lot 50, rang 1.
- 4.—Joseph Dufour.—Le lot 51, rang 1.
- 5.—François Turcotte.—Une ferme comprenant le lot numéro 59 du rang 1 et les 4 arpents centre, environ en largeur, du lot numéro 59 du rang 2.

La partie centre du lot 59 du rang 2 bornée comme suit: au sud-est, à la partie de ce même lot appartenant à Albert Turcotte; au sud-ouest, au cordon divisant les rangs 1 et 2 dudit canton; au nord-ouest, à la partie de ce même lot appartenant à Denis Beaudet ou représentants; au nord-est à la Rivière Aux Rats; à distraire de ces quatre arpents l'emplacement de Raymond Beaudet enregistré sous le numéro 25644, le 23 janvier 1938, et sous le numéro 29051 le 10 juin 1930.

Ces lots ou parties de lot ci-dessus mentionnés sont connus et désignés au cadastre du canton Pelletier.

6.—Adjutor St-Germain.—La demie nord du lot 31, rang 13.

7.—Napoléon Drapeau.—Le lot 43, rang 16.

8.—Thomas Guay.—Un terrain faisant partie du lot 48, rang 16, mesurant 50 pieds de front par 100 pieds de profondeur, borné au sud par l'emplacement de Henri Perreault; au nord-est par une rue; et au nord-ouest par le terrain appartenant à Jos. Guay ou représentants.

9.—N. Pouliot.—Un emplacement mesurant 100 pieds de front par 100 pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro 48, rang 16, borné comme suit: Au sud-est, par l'emplacement de Laurent Lavoie ou représentants; au sud-ouest, par une rue; au nord-ouest par le terrain de Léon Brassard et au nord-est par le terrain de Auguste Hudon.

10.—Léon Brassard.—Un emplacement mesurant 100 pieds de front par 100 pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro 48, rang 16, borné comme suit: au sud-est par l'emplacement de N. Pouliot; au sud-ouest, par une rue, au nord-ouest par une ruelle et au nord-est par le terrain de Henri Lemay et Auguste Hudon.

11.—Henri Lemay.—Un emplacement mesurant 50 pieds de front par 100 pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro 48, rang 16, borné comme suit: Au sud, par le terrain de Auguste Néron; au sud-est par une rue; au nord par le terrain de Josaphat St-Jean et au nord-ouest par le terrain de Léon Brassard.

Les lots ou parties de lots ci-dessus mentionnés sont connus au cadastre du canton Parent.

12.—Ludger Tremblay.—Le lot numéro 42, rang 12.

13.—Abraham Bouchard.—Le lot numéro 29, rang 12.

12.—Ludger Tremblay.—Le lot numéro 42, Range 12.

13.—Abraham Bouchard.—Lot number 29, Range 12.

Lachine, as mentioned at length in a deed of donation registered under number B-54-383918, on November 18th, 1935.

Given under my hand, at Lachine, this Thirteenth day of November, Nineteen hundred and forty-four.

[Seal] ÉMILE DAOUST,  
7828-47-2-o Clerk of the City of Lachine.

Province of Quebec — District of Roberval

MUNICIPALITY OF ST-MICHEL DE MISTASSINI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated November twentieth, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of Saint-Michel-de-Mistassini, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the meeting room of the Council, at St-Michel-de-Mistassini, on the NINETEENTH day of DECEMBER, 1944, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon the non-consolidated municipal taxes for the year 1944 and previous years shall have been paid as well as all payments due on consolidated municipal taxes.

- 1.—Joseph Dufour.—Lot 50, Range 2.
- 2.—Joseph Dufour.—Lot 51, Range 2.
- 3.—Joseph Dufour.—Lot 50, Range 1.
- 4.—Joseph Dufour.—Lot 51, Range 1.
- 5.—François Turcotte.—A farm comprising lot number 59 of Range 1 and the 4 centre arpents, in width or thereabouts, of lot number 59 of Range 2.

The centre part of lot 59 of Range 2 is bounded as follows: On the Southeast, by the part of the same lot belonging to Albert Turcotte; on the Southwest, by the "cordon" dividing Ranges 1 and 2 of the said township; on the Northwest, by the part of the same lot belonging to Denis Beaudet or representatives; on the Northeast by the Aux Rats River; to be deducted from these four arpents the emplacement of Raymond Beaudet registered under No. 25644, on January 23rd, 1938, and under No. 29051, on June 10th, 1930.

The said lots or parts of lots above mentioned are known and designated on the cadastre for the township of Pelletier.

6.—Adjutor St-Germain.—The North half of lot 31, Range 13.

7.—Napoléon Drapeau.—Lot 43, Range 16.

8.—Thomas Guay.—A lot of land forming part of lot 48, Range 16, measuring 50 feet in front by 100 feet in depth, bounded on the South by the emplacement of Henri Perreault; on the Northeast by a street; on the Northwest by the land belonging to Jos. Guay or representatives.

9.—N. Pouliot.—An emplacement measuring 100 feet in front by 100 feet in depth, forming part of lot number 48, Range 16, bounded as follows: On the Southeast, by the emplacement of Laurent Lavoie or representatives; on the Southwest, by a street; on the Northwest by the land of Léon Brassard and on the Northeast by the land of Auguste Hudon.

10.—Léon Brassard.—An emplacement measuring 100 feet in front by 100 feet in depth, forming part of lot number 48, Range 16, bounded as follows: On the Southeast by the emplacement of N. Pouliot; on the Southwest, by a street, on the Northwest by a lane and on the Northeast by the land of Henri Lemay and Auguste Hudon.

11.—Henri Lemay.—An emplacement measuring 50 feet in front by 100 feet in depth, forming part of lot number 48, Range 16, bounded as follows: On the South, by the land of Auguste Néron; on the Southeast by a street; on the North by the land of Josaphat St-Jean and on the Northwest by the land of Léon Brassard.

The lots or parts of lots above mentioned are known on the cadastre for the Township Parent.

12.—Ludger Tremblay.—Lot number 42, Range 12.

13.—Abraham Bouchard.—Lot number 29, Range 12.

- 14.—Abraham Bouchard.—Le lot numéro 30, rang 12.  
 15.—Émile Pelletier.—Le lot numéro 48, rang 10.  
 16.—Richard Bélanger.—Le lot numéro 47, rang 10.  
 17.—Adélaïde Joacimino.—Le lot numéro 46, rang 10.  
 18.—Amédée Simard.—Le lot numéro 45, rang 10.  
 19.—Euclide Marcil.—Le lot numéro 44, rang 10.  
 20.—Euclide Marcil.—La demie nord du lot numéro 43, rang 10.  
 21.—Omer Marcil.—Le lot numéro 42, rang 10.  
 22.—Omer Marcil.—La demie sud du lot numéro 43, rang 10.  
 23.—Charles Larouche.—Le lot numéro 11, rang 10.  
 24.—Joseph Bouchard.—Le lot numéro 8, rang 8.  
 25.—Joseph Bouchard.—Le lot numéro 9, rang 7.  
 Ces lots ou parties de lots sont connus et désignés au cadastre du canton Dolbeau.  
 26.—William Ménard.—Le lot numéro 22, rang 6.  
 27.—Joseph Lavoie.—Le lot numéro 26, rang 6.  
 28.—Arthur St-Jean.—Le lot numéro 6, rang 7.  
 29.—Alphonse Gagnon.—Le lot numéro 19, rang 7.  
 30.—Eugène Allard.—Le lot numéro 22, rang 7.  
 31.—Gaudiose Riverin.—Le lot numéro 23, rang 8.  
 32.—Gaudiose Riverin.—Le lot numéro 24, rang 8.  
 Les lots ci-dessus mentionnés sont connus au cadastre du canton Racine.

Tous ces lots ou emplacements seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Les versements non échus sur les taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Mistassini, ce 21 novembre 1944.

Le secrétaire-trésorier,

\* 7830-47-2-0 EUCHARISTE TREMBLAY.

- 14.—Abraham Bouchard.—Lot number 30, Range 12.  
 15.—Émile Pelletier.—Lot number 48, Range 10.  
 16.—Richard Bélanger.—Lot number 47, Range 10.  
 17.—Adélaïde Joacimino.—Lot number 46, Range 10.  
 18.—Amédée Simard.—Lot number 45, Range 10.  
 19.—Euclide Marcil.—Lot number 44, Range 10.  
 20.—Euclide Marcil.—The North half of lot number 43, Range 10.  
 21.—Omer Marcil.—Lot number 42, Range 10.  
 22.—Omer Marcil.—The South half of lot number 43, Range 10.  
 23.—Charles Larouche.—Lot number 11, Range 10.  
 24.—Joseph Bouchard.—Lot number 8, Range 8.  
 25.—Joseph Bouchard.—Lot number 9, Range 7.  
 All the said lots or parts of lots are known and designated on the cadastre for the township Dolbeau.  
 26.—William Ménard.—Lot number 22, Range 6.  
 27.—Joseph Lavoie.—Lot number 26, Range 6.  
 28.—Arthur St-Jean.—Lot number 6, Range 7.  
 29.—Alphonse Gagnon.—Lot number 19, Range 7.  
 30.—Eugène Allard.—Lot number 22, Range 7.  
 31.—Gaudiose Riverin.—Lot number 23, Range 8.  
 32.—Gaudiose Riverin.—Lot number 24, Range 8.  
 The lots above mentioned are known on the cadastre for the Township Racine.

All the said lots or emplacements will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependences, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The payments not yet due on consolidated municipal taxes will be charged to the purchaser.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Mistassini, November 21st, 1944.

EUCHARISTE TREMBLAY,

7830-47-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: } EUGÈNE GERVAIS, de-  
 228644 } mandeur; vs DAME  
 MARIE-JEANNE CADIEUX, veuve non remariée de Donat Joly, défenderesse.

Deux lots de terre vacants, ayant front sur la rue St-Hubert, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros quatre cent trente-cinq et quatre cent trente-six du lot original numéro sept (7-435, 436) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans la ruelle en arrière.

Le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPT DÉCEMBRE prochain à DIX heures de matin.

Un dépôt de \$600 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Louis Cousineau, daté le 26 octobre 1944.

Bureau du Shérif, Montréal, 31 octobre 1944.  
 [Première publication, 4 novembre 1944]

Le shérif,  
 L.-P. CAISSE,  
 7659-44-2-0

MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: } EUGÈNE GERVAIS,  
 228644 } plaintiff; vs DAME  
 MARIE JEANNE CADIEUX, unmarried widow of Donat Joly, defendant.

Two vacant lots of land, fronting on St. Hubert street, in the city of Montreal, known and designated under numbers four hundred and thirty-five and four hundred and thirty-six of original lot number seven (7-435, 436) on the official plan and in the book of reference for the Village of Côte St-Louis, measuring, each of the said lots, twenty-five feet in width by eighty-seven feet in depth, English measure and more or less, with right of way in common with all others having a right thereto, in the lane in rear thereof.

The whole forming one and the same lot of land.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$600 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated October 26th, 1944.

Sheriff's Office, Montreal, October 31st, 1944.  
 [First publication, November 4th, 1944]

L. P. CAISSE,  
 Sheriff,  
 7659-44-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure.—District de Montréal  
 Montréal, à savoir: } ARMAND BRUNET,  
 230333 } demandeur; vs LO-  
 RENZO GIOVANNINI, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Prince-Albert en la cité de Westmount, connu sur les plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, comme formant partie du lot numéro deux cent quatorze, et plus particulièrement désigné sur le plan comme la subdivision numéro cent dix-sept (214-117) avec les bâtisses y érigées portant le numéro civique 433 de ladite avenue Prince-Albert et avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-HUIT DÉCEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$800. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Louis Cousineau, daté le 22 novembre 1944.

Le shérif,  
 Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.  
 Montréal, 22 novembre 1944. 7839-47-2-o  
 [Première publication, 25 novembre 1944]

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal  
 Montréal, à savoir: } SUN LIFE ASSUR-  
 N° 227597 } ANCE COMPANY OF  
 CANADA, Demanderesse; vs W. A. HAND-  
 FIELD, Défendeur; et BURTON C. EMPEY,  
 Curateur au délaisement.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaisement.

Ce certain emplacement formant le coin sud-est de la rue Ste-Catherine ouest et de l'avenue Lewis, dans la cité de Westmount, étant composé des lots numéros sept, huit, neuf, dix et onze au plan de subdivision officiel du lot numéro mille quatre cent trente-quatre (1434-7, 8, 9, 10 et 11) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant ensemble cent trente pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées, et avec le droit de passage dans la ruelle située en arrière dudit emplacement en commun avec d'autres ayant ces droits.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 28 DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$15,325 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Louis Cousineau, en date du 17 novembre 1944.

Le shérif,  
 Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.  
 Montréal, le 22 novembre 1944. 7842-47-2  
 [Première publication, 25 novembre 1944]

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure. — District de Montréal  
 Montréal, à savoir: } SUN LIFE ASSUR-  
 227595 } ANCE COMPANY  
 OF CANADA, demanderesse; vs WILFRID A.  
 HANDFIELD, défendeur, et BURTON C.  
 EMPEY, curateur au délaisement.

Comme appartenant au défendeur, mais en possession dudit curateur au délaisement.

1. Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Claremont, dans le quartier de Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, mesurant

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court.—District of Montreal  
 Montreal, to wit: } ARMAND BRUNET,  
 230333 } plaintiff; vs LOREN-  
 ZO GIOVANNINI, defendant.

An emplacement fronting on Prince-Albert avenue, in the city of Westmount, known on the official plan and in the book of reference of the Parish of Montreal, as forming part of lot number two hundred and fourteen, and more amply described on the plan as subdivision number one hundred and seventeen (214-117)—with the buildings thereon erected bearing civic number 433 of said Prince-Albert avenue and with right of way in common in the lane in rear.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$800 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated November 22nd, 1944.

L. P. CAISSE,  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Montreal, November 22, 1944. 7839-47-2  
 [First publication, November 25, 1944]

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court—District of Montreal  
 Montreal, to wit: } SUN LIFE ASSUR-  
 No. 227597 } ANCE COMPANY OF  
 CANADA, Plaintiff; vs W. A. HANDFIELD,  
 Defendant; and BURTON C. EMPEY, Curator  
 to the surrender.

As belonging to the defendant but in the possession of the curator to the surrender.

That certain emplacement forming the South East corner of Ste-Catherine Street West and Lewis Avenue, in the City of Westmount, being composed of lots numbers seven, eight, nine, ten, and eleven upon the official subdivision plan of lot number one thousand four hundred and thirty-four (1434-7, 8, 9, 10 & 11) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, containing together one hundred and thirty feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, with the buildings thereon erected, and with the right of use of the lane situate in rear of said emplacement in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$15,325.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Louis Cousineau, dated November 17th, 1944.

L. P. CAISSE,  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Montreal, November 22nd., 1944. 7842-47-2-o  
 [First publication, November 25th., 1944]

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court.—District of Montreal  
 Montreal, to wit: } SUN LIFE ASSUR-  
 227595 } ANCE COMPANY OF  
 CANADA, plaintiff; vs WILFRID A. HAND-  
 FIELD, defendant, and BURTON C. EMPEY,  
 curator to the surrender.

As belonging to the defendant, but in the hands of the said curator to the surrender.

1. That certain emplacement fronting on Claremont Avenue, in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, measuring

quarante-deux pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé du lot numéro un au plan de résubdivision officielle du lot numéro dix-huit au plan de subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189-18-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et le lot numéro deux au plan de résubdivision officielle du lot numéro dix-sept au plan de subdivision officielle dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-neuf (189-17-2), avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 360 de ladite Avenue Claremont, dont le mur de pignon nord-ouest et l'arrière-partie du mur de pignon sud-est sont mitoyens aux propriétés adjacentes.

2. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Bulmer, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro un au plan de résubdivision officielle du lot numéro dix-sept au plan de subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189-17-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec la bâtisse dessus érigée, située immédiatement à l'arrière de et contiguë à la bâtisse portant le numéro civique 360 Avenue Claremont; et ayant à l'arrière une entrée principale ayant front sur ladite Avenue Claremont, à travers un chemin de passage, en commun, allant de ladite Avenue Claremont, à travers ladite bâtisse portant le numéro civique 360, Avenue Claremont, qui est érigée sur le lot de résubdivision numéro un du lot de subdivision numéro dix-huit dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-neuf (189-18-1), et sur le lot de résubdivision numéro deux dudit lot de subdivision numéro dix-sept dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-neuf (189-17-2).

3. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Bulmer, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, mesurant cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et connu et désigné comme étant le lot numéro quinze au plan de subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189-15) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées, comprenant celle qui porte le numéro civique 34 de ladite rue Bulmer, dont les murs de pignon, des deux côtés, sont mitoyens aux propriétés adjacentes.

4. Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Claremont, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, mesurant cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et connu et désigné comme étant le lot numéro quatorze au plan de subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189-14) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec la bâtisse dessus érigée, dont le mur de pignon sud-est est mitoyen à la propriété adjacente et avec et sujet au droit de vue qui existe actuellement en faveur de la bâtisse susmentionnée et en faveur de la bâtisse érigée ou devant être érigée sur le lot de subdivision numéro treize dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-neuf (189-13) dans, sur et dessus cette certaine lisière de terrain mesurant dix pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et prise dans une largeur de cinq pieds sur l'extrémité sud-ouest dudit lot de subdivision numéro quatorze, et dans les cinq autres pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins,

forty-two feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and being composed of lot number One upon the Official resubdivision plan of lot number Eighteen upon the official subdivision plan of lot number One Hundred and Eighty-nine (189-18-1) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, and of lot number Two upon the official resubdivision plan of lot number Seventeen upon the official subdivision plan of said original lot number One Hundred and Eighty-nine (189-17-2), with the building thereon erected bearing civic No. 360 of said Claremont Avenue, the North-West gable wall and the rear part of the South-East gable wall whereof are mitoyen with the adjoining properties.

2. That certain emplacement fronting on Bulmer Street, in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, known and designated as lot number One upon the official resubdivision plan of lot number Seventeen upon the official subdivision plan of lot number One Hundred and Eighty-nine (189-17-1) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, with the building thereon erected situate immediately to the rear of and adjacent to the building bearing civic No. 360 Claremont Avenue; and having a rear and principal centre entrance fronting on said Claremont Avenue, through a passage-way, in common, running from said Claremont Avenue, through the said building bearing No. 360 Claremont Avenue, which is erected on resubdivision lot number One of subdivision lot number Eighteen of said original lot number One Hundred and Eighty-nine (189-18-1), and on resubdivision lot number Two of said subdivision lot number Seventeen of said original lot number One Hundred and Eighty-nine (189-17-2).

3. That certain emplacement fronting on Bulmer Street, in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, measuring fifty feet in width by ninety feet in depth, English Measure, and more or less, and known and designated as lot number Fifteen upon the Official Subdivision Plan of lot number One Hundred and Eighty-nine (189-15) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, with the buildings thereon erected, including that bearing civic No. 34 of said Bulmer Street, the gable walls whereof, on both sides, are mitoyen with the adjoining properties.

4. That certain emplacement fronting on Claremont Avenue, in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, measuring fifty feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less, and known and designated as lot number Fourteen upon the Official Subdivision Plan of lot number One Hundred and Eighty-nine (189-14) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, with the building thereon erected, the South-East gable wall whereof is mitoyen with the adjoining property and with and subject to the right of view actually existing in favour of the building hereinabove mentioned and in favour of the building erected or to be erected on Subdivision lot number Thirteen of said original lot number One Hundred and Eighty-nine (189-13), in, over and upon that certain strip of land measuring ten feet in width by fifty feet in depth, English measure and more or less, and taken for five feet in width from the extreme South-West part of said subdivision lot number Fourteen, and for the other five feet in

sur la dernière partie nord-est dudit lot de subdivision numéro treize dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-neuf.

5. Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Bulmer, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, mesurant cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et connu et désigné comme étant le lot numéro treize au plan de subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189-13) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 17 de ladite Avenue Bulmer, dont les murs de pignon des deux côtés sont mitoyens aux propriétés adjacentes, et avec et sujet au droit de vue qui existe actuellement en faveur de la bâtisse susmentionnée et en faveur de la bâtisse érigée sur le lot de subdivision numéro quatorze dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-neuf (189-14), dans, sur et dessus cette certaine lisière de terrain mesurant dix pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et prise sur une largeur de cinq pieds, de la dernière partie sud-ouest dudit lot de subdivision numéro quatorze, et sur les cinq autres pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, de l'extrémité nord-est dudit lot de subdivision numéro treize, avec et sujet à la servitude de passage à travers le chemin de passage existant actuellement dans, sur et dessus ledit lot de subdivision numéro quatorze et l'arrière ou la partie nord-est dudit lot de subdivision numéro treize, et conduisant de l'Avenue Claremont à l'arrière ou la partie nord-est de la bâtisse portant le numéro civique 19 de ladite Avenue Bulmer et érigée sur le lot de subdivision numéro quinze dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-neuf (189-15).

Pour être vendus, "en bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$49,000 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Honorable Juge Louis Cousineau, en date du 17 novembre 1944.

Bureau du shérif, Le shérif,  
 Montréal, le 22 novembre 1944. L.-P. CAISSE.  
 [Première publication, 25 novembre 1944]

*Fieri Facias de Terris*  
 Cour Supérieure. — District de Montréal  
 Montréal, à savoir: { SUN LIFE ASSUR-  
 N° 227596 { ANCE COMPANY OF  
 CANADA, demanderesse; vs WILFRID A.  
 HANDFIELD, défendeur; et BURTON C.  
 EMPEY, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur mais en possession dudit curateur au délaissement.

1. Ce certain emplacement formant le coin nord-ouest de la rue Sherbrooke-Ouest et de l'avenue Marlowe, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, étant composé du lot numéro quatre cent soixante-huit lettre "A" au plan de subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-468A), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du lot numéro deux au plan de resubdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-neuf lettre "A" au plan de subdivision officielle dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre (184-469A-2) auxdits plan et livre de renvoi officiels, avec les bâtisses dessus érigées,

width, English measure, and more or less, from the extreme North-East part of said subdivision lot number Thirteen of said original lot number One Hundred and Eighty-nine.

5. That certain emplacement fronting on Bulmer Avenue, in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, measuring fifty feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less, and known and designated as lot number Thirteen upon the official subdivision plan of lot number One Hundred and Eighty-nine (189-13) upon the Official Plan and Book of reference of the Parish of Montreal, with the building thereon erected, bearing civic No. 17 of said Bulmer Avenue, the gable walls whereof on both sides are mitoyen with the adjoining properties, and with and subject to the right of view actually existing in favour of the building hereinabove mentioned and in favour of the building erected on subdivision lot number Fourteen of said original lot number One Hundred and Eighty-nine (189-14), in, over and upon that certain strip of land measuring ten feet in width by fifty feet in depth, English measure and more or less, and taken for five feet in width, from the extreme South-West part of said subdivision lot number Fourteen, and for the other five feet in width, English measure and more or less, from the extreme North-East part of said subdivision lot number Thirteen, together with and subject to the servitude of passage through the passage-way actually existing in, over and upon said subdivision lot number Fourteen and the rear or North-East part of said subdivision lot number Thirteen, and leading from Claremont Avenue to the rear or North-East part of the building bearing civic No. 19 of said Bulmer Avenue and erected on subdivision lot number Fifteen of said original lot number One Hundred and Eighty-nine (189-15).

To be sold, "en" bloc", at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$49,000.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of the Honourable Mr. Justice Louis Cousineau, dated November 17th, 1944.

L. P. CAISSE,  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Montreal, November 22nd, 1944. 7840-47-2-o  
 [First publication, November 25th, 1944]

*Fieri Facias de Terris*  
 Superior Court.—District of Montréal  
 Montréal, to wit: { SUN LIFE ASSUR-  
 227596 { ANCE COMPANY OF  
 CANADA, plaintiff; vs WILFRID A. HAND-  
 FIELD, defendant; and BURTON C. EMPEY,  
 curator to the surrender.

As belonging to the defendant, but in the hands of the said curator to the surrender.

1. That certain emplacement forming the Northwest corner of Sherbrooke Street West and Marlowe Avenue in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, being composed of lot number four hundred and sixty-eight letter "A" upon the Official Subdivision Plan of lot number One hundred and eighty-four (184-468A), upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, and of lot number Two upon the official resubdivision plan of lot number Four hundred and sixty-nine letter "A" upon the Official Subdivision Plan of said original lot number One hundred and eighty-four (184-469A-2) upon the said Official Plan

dont le mur de pignon sud-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente.

2. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke-Ouest, dans le quartier Notre-Dame de Grâces de la cité de Montréal, étant composé du lot numéro quatre cent soixante-dix lettre "A" au plan de subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-470A) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du lot numéro un au plan de resubdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-neuf lettre "A" au plan de subdivision officielle dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre (184-469A-1) auxdits plan et livre de renvoi officiels, avec les bâtisses dessus érigées, dont les murs de pignon des deux côtés sont mitoyens avec les propriétés adjacentes.

3. Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Northcliffe, dans le quartier Notre-Dame de Grâces de la cité de Montréal, étant composé du lot numéro deux au plan de resubdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-onze lettre "A" au plan de subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quatre aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; du lot numéro trois au plan de resubdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-douze lettre "A" au plan de subdivision officielle dudit lot numéro cent quatre-vingt-quatre; et du lot numéro deux au plan de resubdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-treize lettre "A" au plan de subdivision officielle dudit lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-471A-2; 184-472A-3; et 184-473A-2), avec la bâtisse dessus érigée et avec et sujet, en faveur dudit emplacement et de ceux immédiatement adjacents au côté sud-est et des bâtisses dessus érigées pendant l'existence seulement desdites bâtisses, au droit de vue et de passage en commun dans, dessus et au-dessus de cette certaine lisière de terrain mesurant environ douze pieds de largeur par environ soixante-douze de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant prise sur une largeur de six pieds de la partie extrême nord-ouest du lot numéro un au plan de resubdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-onze lettre "A" et des lots numéros un et deux au plan de resubdivision officielle du lot de subdivision numéro quatre cent soixante-douze lettre "A", et de la partie extrême nord du lot de resubdivision numéro un du lot de subdivision numéro quatre cent soixante-treize lettre "A", tous dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre, et pour l'autre largeur de six pieds de la partie extrême est du lot de resubdivision numéro deux dudit lot de subdivision numéro quatre cent soixante-treize lettre "A" et de la partie extrême sud-est du lot de resubdivision numéro trois dudit lot de subdivision numéro quatre cent soixante-douze lettre "A" et du lot de resubdivision numéro deux dudit lot de subdivision numéro quatre cent soixante-onze lettre "A" (184-471A-Ptie N.-O. 1; 184-472A-Ptie N.-O. 1 & 2; 184-473A-Ptie N. 1; 184-473A-Ptie E. 2; 184-472A-Ptie S.-E. 3; 184-471A-Ptie S.-E. 2); et aussi avec le droit de passage à pieds et avec des animaux et des véhicules en tout temps pendant l'existence des bâtisses dessus érigées, en faveur des emplacements ci-dessus mentionnés, avec les bâtisses dessus érigées, en commun avec d'autres ayant des droits dans, dessus et au-dessus de cette certaine lisière de terrain immédiatement adjacente à la lisière ci-

and Book of Reference, with the buildings thereon erected, the South-west gable wall whereof is mitoyen with the adjoining property.

2. That certain emplacement fronting on Sherbrooke Street West, in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, being composed of lot number Four hundred and seventy letter "A" upon the official subdivision plan of lot number One hundred and eighty-four (184-470A) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, and of lot number One upon the official resubdivision plan of lot number Four hundred and sixty-nine letter "A" upon the official subdivision plan of said original lot number one hundred and eighty-four (184-469A-1) upon the said Official Plan and Book of Reference with the buildings thereon erected, the gable walls whereof, on both sides, are mitoyen with the adjoining properties.

3. That certain emplacement fronting on Northcliffe Avenue, in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, being composed of lot number Two upon the official resubdivision plan of lot number Four hundred and seventy-one letter "A" upon the official subdivision plan of lot number One hundred and eighty-four upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal; of lot number Three upon the official resubdivision plan of lot number Four hundred and seventy-two letter "A" upon the official subdivision plan of said lot number One hundred and eighty-four; and of lot number two upon the official resubdivision plan of lot number Four hundred and seventy-three letter "A" upon the official subdivision plan of said lot number one hundred and eighty-four (184-471A-2; 184-472A-3; and 184-473A-2), with the building thereon erected, and with and subject in favour of said emplacement and of those immediately adjacent to the South-East side and of the buildings thereon erected during the existence only of said buildings, to the right of view and of passage, in common, in, over and upon that certain strip of land measuring about twelve feet in width by about seventy-two feet in depth, English measure and more or less, and being taken for about six feet in width from the extreme North-West part of lot number One upon the official resubdivision plan of lot number Four hundred and seventy-one letter "A", and of lots numbers One and Two upon the official resubdivision plan of subdivision lot number Four hundred and seventy-two letter "A", and of the extreme north part of resubdivision lot number One of subdivision lot number Four hundred and seventy-three letter "A", all of said original lot number One hundred and eighty-four, and for the other six feet in width from the extreme East part of resubdivision lot number Two of said subdivision lot number Four Hundred and Seventy-Three letter "A" and from the extreme South-East part of resubdivision lot number Three of said subdivision lot number Four Hundred and Seventy-Two letter "A" and of resubdivision lot number Two of said subdivision lot number Four Hundred and Seventy-One letter "A" (184-471A-N.W. Pt. 1; 184-472A-N.W. Pt. 1 & 2; 184-473A-N. Pt. 1; 184-473A-E. Pt. 2; 184-472A-S.E. Pt. 3; 184-471A-S.E. Pt. 2); and also with the right of passage, on foot and with animals and vehicles, at all times during the existence of the building thereon erected, in favour of the emplacements herein above mentioned, with the buildings thereon erected, in common with others having rights therein in, over and upon that certain

dessus décrite au nord-est, ladite lisière de terrain mesurant douze pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, de l'avenue Marlowe à ladite lisière de terrain ci-dessus décrite en premier lieu, et étant composée de la partie extrême nord-ouest des lots de subdivision numéros quatre cent soixante-huit lettre "A" et quatre cent soixante-dix lettre "A" dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre et des lots de resubdivision numéros un et deux du lot de subdivision numéro quatre cent soixante-neuf lettre "A" dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre (184-468A & 470A et 184-469A-1 & 2) auxdits plan et livre de renvoi officiels, pour communiquer avec ladite avenue Marlowe.

4. "Ce certain emplacement formant le coin nord-est de la rue Sherbrooke-ouest et de l'avenue Northcliffe, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, étant composé du lot numéro un au plan de resubdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-douze lettre "A" au plan de subdivision officielle numéro cent quatre-vingt-quatre aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du lot numéro un du plan de resubdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-treize lettre "A" au plan de subdivision officielle dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre (184-472A-1 & 184-473A-1), avec la bâtisse dessus érigée dont le mur de pignon nord-est est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec et sujet, en faveur dudit emplacement et de ceux immédiatement adjacents au côté nord-ouest et au côté nord-est et des bâtisses dessus érigées, pendant l'existence seulement desdites bâtisses, au droit de vue et de passage en commun dans, dessus et au-dessus de cette certaine lisière de terrain mesurant environ douze pieds de largeur par environ soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant prise sur une largeur de six pieds de la partie extrême nord-ouest du lot numéro un au plan de resubdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-onze lettre "A", et des lots numéros un et deux au plan de resubdivision officielle du lot de subdivision numéro quatre cent soixante-douze lettre "A" et de la partie extrême nord du lot de resubdivision numéro un du lot de subdivision numéro quatre cent soixante-treize lettre "A", tous dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre, et pour l'autre six pieds de largeur de la partie extrême est du lot de resubdivision numéro deux dudit lot de subdivision numéro quatre cent soixante-douze lettre "A", et du lot de resubdivision numéro deux dudit lot de subdivision numéro quatre cent soixante-onze lettre "A", (184-471A-Ptie N.-O. 1; 184-472A-Ptie N.-O. 1 & 2; 184-473A-Ptie N. 1; 184-473A-Ptie E. 2; 184-472A-Ptie S.-E. 3; 184-471A-Ptie S.-E. 2); et aussi avec le droit de passage à pieds, avec des animaux et des véhicules en tout temps pendant l'existence des bâtisses dessus érigées, en faveur des emplacements ci-dessus mentionnés avec les bâtisses dessus érigées en commun avec d'autres ayant ces droits dans, sur et au-dessus de cette certaine lisière de terrain immédiatement adjacente à la lisière ci-dessus décrite au nord-est, ladite lisière de terrain mesurant douze pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, de l'avenue Marlowe à ladite lisière de terrain ci-dessus

strip of land immediately adjoining the strip of land hereinabove described to the North-East, said strip of land measuring twelve feet in width by eighty-eight feet in depth, English measure and more or less, from Marlowe Avenue to the said strip of land hereinabove firstly described, and being composed of the extreme North-West part of subdivision lots numbers Four Hundred and Sixty-Eight letter "A" and Four Hundred and Seventy letter "A" of the said original lot number One Hundred and Eighty-Four, and of resubdivision lots numbers One and Two of subdivision lot number Four Hundred and Sixty-Nine letter "A" of the said original lot number One Hundred and Eighty-Four (184-468A & 470A and 184-469A-1 & 2) upon the said Official Plan and Book of Reference to communicate with said Marlowe Avenue.

4. "That certain Emplacement forming the North-East corner of Sherbrooke Street West and Northcliffe Avenue, in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, being composed of lot number One upon the Official resubdivision plan of lot number Four Hundred and Seventy-Two letter "A" upon the Official subdivision plan of lot number One Hundred and Eighty-Four upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, and of lot number One upon the official resubdivision plan of lot number Four Hundred and Seventy-Three letter "A" upon the official subdivision plan of said original lot number One Hundred and Eighty-Four (184-472A-1 & 184-473A-1) with the building thereon erected, the North-East gable wall whereof is mitoyen with the adjoining property, and with and subject, in favour of said emplacement and of those immediately adjacent to the North-West and North-East side and of the buildings thereon erected, during the existence only of said buildings, to the right of view and of passage in common, in, over and upon that certain strip of land measuring about twelve feet in width by about seventy-two feet in depth, English measure and more or less, and being taken for about six feet in width from the extreme North-West part of lot number One upon the official resubdivision plan of lot number Four Hundred and Seventy-One letter "A", and of lots numbers One and Two upon the official resubdivision plan of subdivision lot number Four Hundred and Seventy-Two, letter "A" and of the extreme North part of resubdivision lot number One of subdivision lot number Four Hundred and Seventy-Three letter "A", all of said original lot number One Hundred and Eighty-Four, and for the other six feet in width from the extreme East part of resubdivision lot number Two of said subdivision lot number Four Hundred and Seventy-Three letter "A" and from the extreme South-East part of resubdivision lot number Three of said subdivision lot number Four Hundred and Seventy-Two letter "A", and of resubdivision lot number Two of said subdivision lot number Four Hundred and Seventy-One letter "A", (184-471A-N.W. Pt. 1; 184-472A-N.W. Pt. 1 & 2; 184-473A-N. Pt. 1; 184-473A-E. Pt. 2; 184-472A-S.E. Pt. 3; 184-471A-S.E. Pt. 2); and also with the right of passage on foot and with animals and vehicles, at all times during the existence of the buildings thereon erected, in favour of the emplacements hereinabove mentioned with the buildings thereon erected in common with others having rights therein, in, over and upon that certain strip of land immediately adjoining the strip of land hereinabove described to the North-East, said strip of land measuring twelve feet in

décrite en premier lieu, et étant composée de la partie extrême nord-ouest des lots de subdivision numéros quatre cent soixante-huit lettre "A" et quatre cent soixante-dix lettre "A" dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre, et des lots de resubdivision numéros un et deux du lot de subdivision numéro quatre cent soixante-neuf lettre "A" dudit lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre (184-468A & 470A et 184-469A-1 & 2) auxdits plan et livre de renvoi officiels, pour communiquer avec ladite avenue Marlowe."

Pour être vendus en bloc à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures et TRENTE du matin.

Un dépôt de \$19,800 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Louis Cousineau, en date du 17 novembre 1944.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.  
Montréal, le 22 novembre 1944. 7841-47-2  
[Première publication, 25 novembre 1944]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } ALBERT LAFRANCE,  
N° 219/1924 } marchand, de Notre-Dame des Laurentides, comté et district de Québec; contre EDMOND ARSENAULT, de Stoneham, comté et district de Québec, à savoir:

Une maison et autres constructions construites et sises sur le lot N° 30, du rang N° 8, à Stoneham, comté et District de Québec.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Stoneham, comté de Québec, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.  
Québec, ce 8 novembre 1944. 7714-45-2-0  
[Première publication, 10 novembre 1944]  
[Deuxième publication, 25 novembre 1944]

**Index de la Gazette officielle de Québec, No 47**

**ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:**

- N° 4268—Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal..... 2446
- N° 4406—Métier d'horloger dans l'Île de Montréal..... 2446
- N° 4407—Métiers de l'imprimerie dans la région de Québec..... 2445

**AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2423**

**AVIS DIVERS:**

- Association Patronale des Institutions Religieuses et des Fabriques Paroissiales du diocèse de St-Hyacinthe (formation)..... 2438
- Canton Bourget, Com. scol. (tirage d'obligations)..... 2437
- La Société des Industriels de Québec (règlements approuvés)..... 2437

width by eighty-eight feet in depth, English measure and more or less, from Marlowe Avenue to the said strip of land hereinabove firstly described, and being composed of the extreme North-West part of subdivision lots numbers Four Hundred and Sixty-Eight letter "A" and Four Hundred and Seventy letter "A" of said original lot number One Hundred and Eighty-Four, and of resubdivision lots numbers One and Two of subdivision lot number Four Hundred and Sixty-Nine letter "A" of said original lot number One Hundred and Eighty-Four (184-468A & 470A and 184-469A-1 & 2) upon the said Official Plan and Book of Reference, to communicate with said Marlowe Avenue."

To be sold, "en bloc", at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, at HALF past TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$19,800.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of the Honourable Mr. Justice Louis Cousineau, dated November 17th, 1944.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, November 22nd, 1944. 7841-47-2-0  
[First publication, November 25th, 1944]

**QUEBEC**

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: } ALBERT LAFRANCE,  
No. 219/1924 } merchant, of Notre-Dame des Laurentides, county and district of Quebec; against EDMOND ARSENAULT, of Stoneham, county and district of Quebec, to wit:

A house and other buildings erected and situate on lot No. 30, of Range No. 8, at Stoneham, county and district of Quebec.

To be sold at the parochial church door of Stoneham, county of Quebec, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, November 8th, 1944. 7714-45-2  
[First publication, November 10, 1944]  
[Second publication, November 25, 1944]

**Index of the Quebec Official Gazette, No. 47**

**ORDERS-IN-COUNCIL:**

- No. 4268—Building trades and industry in the district of Montreal..... 2446
- No. 4406—Clockmaking trade in the Island of Montreal..... 2446
- No. 4407—Printing trades in the district of Quebec..... 2445

**NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2423**

**MISCELLANEOUS NOTICES:**

- Association Patronale des Institutions Religieuses et des Fabriques Paroissiales du diocèse de St-Hyacinthe (formation)..... 2438
- Canton Bourget, school Comm. (drawing of bonds)..... 2437
- La Société des Industriels de Québec (by-laws approved)..... 2437

La Société des Industriels de Québec (directeurs).....	2436	La Société des Industriels de Québec (directors).....	2436
Le Club Social de Sherbrooke Inc. (règlements approuvés).....	2437	Le Club Social de Sherbrooke Inc. (by-laws approved).....	2437
Le Téléphone Rural de Beauceville, Itée (directeurs).....	2436	Le Téléphone Rural de Beauceville, Itée (directors).....	2436
Overseas Publications Inc. (règlements approuvés).....	2437	Overseas Publications Inc. (by-laws approved).....	2437
Syndicat des Employés des Boulangeries et des Pâtisseries de Sherbrooke Inc. (formation).....	2438	Syndicat des Employés des Boulangeries et des Pâtisseries de Sherbrooke Inc. (formation).....	2438
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Beauharnois Inc. (changement de nom).....	2438	Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Beauharnois Inc. (change of name).....	2438
The Singer Manufacturing Co. (barrage).....	2437	The Singer Manufacturing Co. (dam).....	2437
<b>BUREAU-CHEF:</b>		<b>CHIEF-OFFICE:</b>	
Howard Air Conditioning Limited.....	2438	Howard Air Conditioning Limited.....	2438
<b>CHARTRE—ABANDON DE:</b>		<b>CHARTER—SURRENDER OF:</b>	
Northeastern Securities Co., Ltd.....	2439	Northeastern Securities Co., Ltd.....	2439
<b>COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:</b>		<b>MINIMUM WAGE COMMISSION:</b>	
Ordonnance N° 6, 1943 (prolongation).....	2430	Ordinance No. 6, 1943 (prolongation).....	2430
Ordonnance N° 7, révisée (prolongation).....	2430	Ordinance No. 7 Revised (prolongation).....	2430
Ordonnance N° 23, 1943 (prolongation).....	2433	Ordinance No. 23, 1943 (prolongation).....	2433
Ordonnance N° 26-A (prolongation).....	2434	Ordinance No. 26-A (prolongation).....	2434
Ordonnance N° 31 (prolongation).....	2432	Ordinance No. 31 (prolongation).....	2432
Ordonnance N° 32 (prolongation).....	2433	Ordinance No. 32 (prolongation).....	2433
Ordonnance N° 34 (prolongation).....	2431	Ordinance No. 34 (prolongation).....	2431
Ordonnance N° 36 (prolongation).....	2435	Ordinance No. 36 (prolongation).....	2435
Ordonnance N° 39, 1942 (prolongation).....	2435	Ordinance No. 39, 1942 (prolongation).....	2435
<b>COMMISSION DU SERVICE CIVIL:</b>		<b>CIVIL SERVICE COMMISSION:</b>	
Prolongation des règlements temporaires.....	2448	Prolongation of temporary regulations.....	2448
<b>DEMANDES À LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATIONS TO LEGISLATURE:</b>	
The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec.....	2439	The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec.....	2439
The School Trustees for the Municipality of Trois-Rivières.....	2439	The School Trustees for the Municipality of Trois-Rivières.....	2439
<b>DÉPARTEMENTS—Avis des:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Lac St-Joseph, munic. scolaire de la ville.....	2439	Lake St. Joseph, school munic. of the town.....	2439
Normetal, munic. scolaire.....	2440	Normetal, school munic.....	2440
Saints-Martyrs-Canadiens, munic. scolaire.....	2440	Saints-Martyrs-Canadiens, school munic.....	2440
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Comité paritaire des Hôpitaux de Sherbrooke (approbation de règlements).....	2450	Sherbrooke Hospitals Parity Committee (approval of by-laws).....	2450
Comité paritaire des Hôpitaux de Sherbrooke (prélèvement).....	2448	Sherbrooke Hospitals Parity Committee (levy).....	2448
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile, district de Québec (prélèvement).....	2450	Parity Committee of the automobile industry, district of Quebec (levy).....	2450
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi (modification).....	2452	Parity Committee of barbers and hairdressers of the county of Missisquoi (modification).....	2452
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield (modification).....	2454	Parity Committee of barbers and hairdressers of Salaberry-de-Valleyfield (modification).....	2454
Industrie de l'imprimerie dans la région de Montréal (modification).....	2451	Printing trades in the district of Montreal (modification).....	2451
Commission des relations ouvrières (Règles de pratique).....	2453	Labour Relations Board (Rules of practice).....	2453

TERRES ET FORÊTS:

Joliette, ville.....	2441
St-Paul, paroisse.....	2441
St-Pétronille, paroisse.....	2441

LANDS AND FORESTS:

Joliette, town.....	2441
St. Paul, parish.....	2441
St-Pétronille, parish.....	2441

ERRATA:

Labbee, Leo.....	2441
St-Colomb-de-Sillery, corporation.....	2441

ERRATA:

Labbee, Leo.....	2441
St-Colomb-de-Sillery, corporation.....	2441

LETTRES PATENTES:

Clauder Parfumeur Inc.....	2424
Lawsey Incorporated.....	2425
Riverfarm Realities Limited.....	2425
Traymore Corporation.....	2425

LETTERS PATENT:

Clauder Parfumeur Inc.....	2424
Lawsey Incorporated.....	2425
Riverfarm Realities Limited.....	2425
Traymore Corporation.....	2425

LIQUIDATION, AVIS DE:

Circo Employees Securities Corporation.....	2442
---	------

WINDING UP NOTICE:

Circo Employees Securities Corporation.....	2442
---	------

MÎNUTES DE NOTAIRES:

En faveur de Joseph Jacques Lagassé..	2442
François Samuel MacKay.....	2442
Jeannotte, Joseph-Édouard.....	2442

NOTARIAL MINUTES:

In favour of Joseph Jacques Lagassé..	2442
François Samuel MacKay.....	2442
Jeannotte, Joseph-Édouard.....	2442

NOMINATIONS:

Commissaire d'écoles.....	2454
Diverses.....	2454

APPOINTMENTS:

School Commissioner.....	2454
Miscellaneous.....	2454

PROCLAMATIONS:

Priceville, village.....	2443
St-Prosper, municipalité.....	2444

PROCLAMATIONS:

Priceville, village.....	2443
St-Prosper, municipality.....	2444

VENTES POUR TAXES:

Lachine, cité.....	2456
Lévis, cité.....	2428
Matane, ville.....	2429
Sherbrooke, cité.....	2428
St-Michel-de-Mistassini, municipalité..	2463
Val d'Or, ville.....	2426

SALES FOR TAXES:

Lachine, city.....	2456
Lévis, city.....	2428
Matane, town.....	2429
Sherbrooke, city.....	2428
St-Michel-de-Mistassini, municipality..	2463
Val d'Or, town.....	2426

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Montréal:

Brunet vs Giovannini.....	2465
Gervais vs Cadieux.....	2464
Sun Life Assurance Company of Canada vs Handfield.....	2465
Sun Life Assurance Company of Canada vs Handfield.....	2465
Sun Life Assurance Company of Canada vs Handfield.....	2467

SHERIFFS' SALES:

Montreal:

Brunet vs Giovannini.....	2465
Gervais vs Cadieux.....	2464
Sun Life Assurance Company of Canada vs Handfield.....	2465
Sun Life Assurance Company of Canada vs Handfield.....	2465
Sun Life Assurance Company of Canada vs Handfield.....	2467

Québec:

Lafrance vs Arsenault.....	2470
----------------------------	------

Quebec:

Lafrance vs Arsenault.....	2470
----------------------------	------

7849-o

7849-o